

Sommaire / Summary

	Asie : le Vietnam textile ; une évolution à la chinoise ?	1
	Asia : Global sourcing in 2018 : trade wars, diversification, sustainability challenges	5
	Bangladesh : workers will lose jobs if apparel prices not increased	8
	Bangladesh : H&M expresses concern for RMG workers	10
	Bangladesh : over 7,000 garment workers sacked after wage protests	12
	Cambodge : la Commission lance la procédure d'exclusion de « Tout Sauf les Armes »	15
	Cambodia : EU starts EBA withdrawal	18
	Cambodia : Eurocham is deeply concerned	21
	Cambodia : « We will not die if EBA is withdrawn »	23
	Cambodia : « EBA withdrawal provides opportunity for growth »	25
	China : how to end waste in fashion ?	30
	China to build largest textile city in Egypt	33
	Bulgarians endure lowest minimum wage in the EU	34
	France : le profil du e-commerçant 2018	37
	France : le président des indépendants prône la fin des soldes	43
	France : Lectra 2018, chiffre d'affaires et résultat opérationnels records	45
	France : les destructions de vêtements invendus sont marginales	51
	France : ouvrir sa franchise de lingerie	54
	France : plus d'un vêtement sur deux a été bradé l'an dernier	57
	India : forced labor, child work, awful wages : the lives of garment workers	60
	Italie : le plus important recul de la production industrielle depuis 2012	64
	Maroc : le textile sauve l'emploi en 2018	66
	Maroc : améliorer l'employabilité des jeunes et développer leur esprit d'entreprise	68
	Maroc : le textile veut rattraper les 200.000 emplois de l'informel	70
	Monde : la corruption dans les pays exportateurs d'habillement	75
	Myanmar : sanctions squeeze Myanmar's economy	77
	Myanmar strives to lure foreign investment	82
	Sri Lanka apparel exports cross US\$5bn with record US holiday season	84
	Sri Lanka must adhere to GSP+ standards	85
	Suède : H&M investit pour réduire ses stocks	87
	Tunisie : Hosni Boufaden : « nous exportons nos vêtements au tiers de leur valeur »	89
	Tunisie : relance du textile-habillement : des ambitions fortes mais des défis majeurs	92
	Tunisie : si ce plan marche, le textile-habillement sera requinqué	95
	Tunisie : toujours un pays à risque élevé pour la Coface	97
	Tunisie : maintenue dans la liste noire de la Commission européenne	100
	USA : uncertainty in the world economy and global cotton market	103
	USA : scientists develop air-conditioning clothes that regulate heat	107
	USA : Levi's revient à Wall Street pour conquérir la Chine	108
	Vietnam's textile-garment industry hopes for breakthroughs in 2019	111

Le Vietnam textile : une évolution à la chinoise ?

Publié le 7 février 2019 [Modifier l'article](#) | [Voir les stats](#)



Jean-François Limantour
President of Evalliance
80 articles



Suite à l'intérêt suscité par mon précédent article intitulé « Smic en Asie : le Cambodge et le Vietnam sont au coude-à-coude », je voudrais compléter mon propos par les observations suivantes :

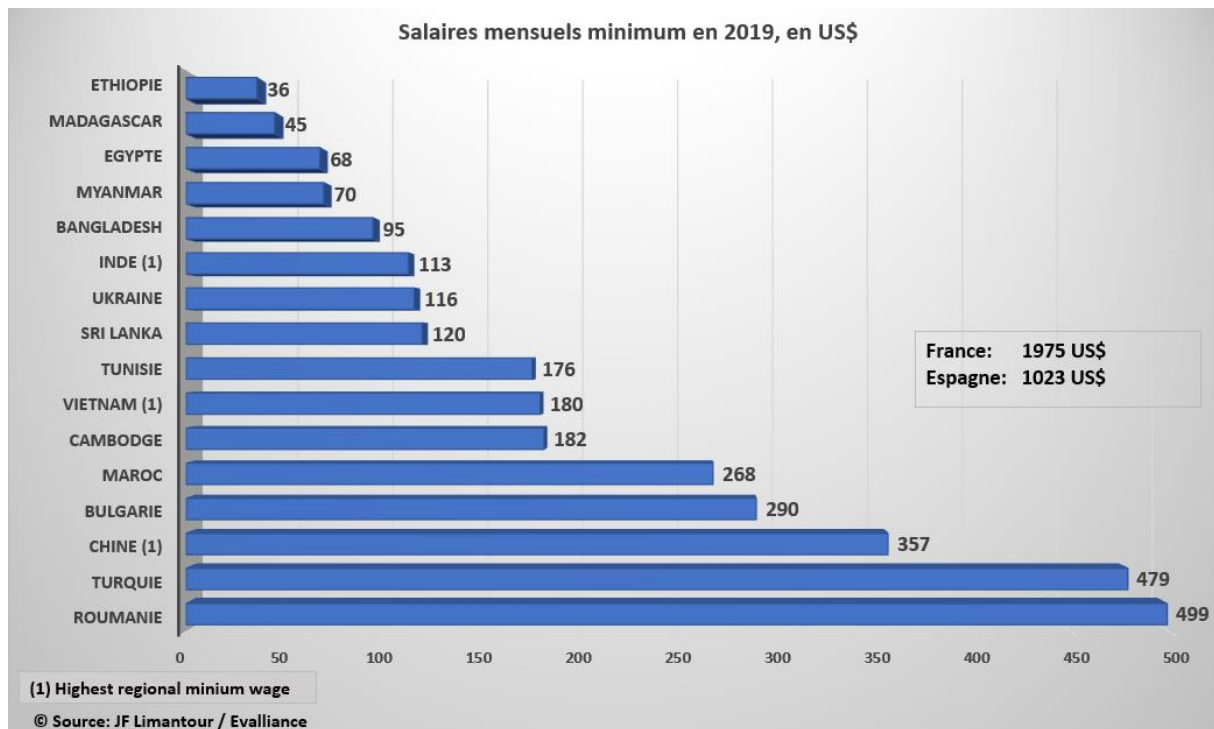
1. Les salaires au Vietnam progressent rapidement. Non seulement le smic mais aussi les salaires effectifs. A titre d'exemple, dans la zone industrielle de Dong Nai, à une heure de Saïgon, les salaires réels dans les usines d'habillement démarrent à 7 millions de Dong (300 USD) pour des ouvrières effectuant des tâches répétitives. Et il n'est pas rare qu'une mécanicienne de base gagne 10 millions de Dongs (430 US dollars) dans cette zone si sa productivité est bonne. Ces salaires sont assortis de 30% de charges sociales obligatoires en sus (retraite et assurance maladie) auxquels les entreprises ajoutent souvent un treizième mois ou une prime de fin d'année ! Peut-on encore parler de bas salaires ?

Pourquoi cette « inflation » salariale ? Tout simplement parce que comme en Chine, (notamment dans des régions telles que Shanghai), les entreprises

vietnamiennes ont du mal à recruter du personnel face à d'autres branches économiques plus attractives, tant en termes d'image que de conditions de travail, de rémunérations et de perspectives de carrière. D'où une vive concurrence intra-sectorielle et entre les secteurs pour embaucher du personnel et garder les meilleurs, ce qui tire les salaires vers le haut

2. Les pays qui comme le Vietnam ou la Chine voient leurs coûts de production grimper à la vitesse grand V sont conduits à mettre en œuvre des stratégies industrielles de diversification économique vers des activités industrielles et de services à plus forte valeur ajoutée et bien sûr à relever le niveau de valeur ajoutée de leurs industries traditionnelles telles que celles de l'habillement ou des chaussures. Dans l'industrie de l'habillement, le Vietnam commence à développer des stratégies pertinentes de montée en gamme, de créativité et d'innovation, de personnalisation de l'offre, de prise en compte des questions environnementales, d'intégration de l'industrie 4.0, et même de fast-fashion du moins pour les pièces légères. Les résultats sont là : les exportations textile-habillement du Vietnam ont dépassé 36 milliards de dollars en 2018 et atteindront **40 milliards US\$** cette année !

3. Au niveau mondial, l'écart-type des salaires tend à se resserrer autour d'un salaire mensuel minimum médian de l'ordre de 200 dollars. On observe donc qu'un nombre croissant de pays sortent de la sphère des « pays à bas salaires » avec, corrélativement, une réduction de leurs avantages compétitifs par les coûts. Cela étant, la dispersion statistique entre les salaires extrêmes demeure énorme. A titre d'exemple, le smic en France est de 1975 US\$ (base 40 heures/semaine) et de 36 dollars en Ethiopie !



Résultat : la fabrication de vêtements bas/moyen de gamme, « gourmands en main d'œuvre » se déplace de plus en plus du nord vers le sud de l'Asie et vers le continent indien au détriment des zones traditionnelles de sous-traitance (Maghreb et Europe de l'Est pour le marché européen ; Mexique, Bassin Caraïbes, Amérique centrale pour le marché nord-américain). De son côté, pour l'exportation et son propre marché intérieur, la Chine délocalise aussi vers le Sud : Myanmar, Cambodge, Bangladesh, etc. où elle trouve non seulement des coûts de production hyper-compétitifs mais également des avantages préférentiels douaniers considérables ; par exemple 0 % de droits de douane à l'entrée dans l'UE à partir des usines chinoises installées au Cambodge contre 12 % pour les exportations directes à partir de la Chine. Selon toute logique, les mêmes causes provoquant les mêmes effets, le Vietnam suivra l'exemple chinois : délocalisation partielle vers des pays plus « sexy » et délocalisation à l'intérieur du pays vers des régions moins chères : Can Tho, HaiPhong, Bac Ninh, Bac Giang, Hai Duong, Vinh Phuc,...

Dans ce contexte de relèvement des coûts salariaux, la relocalisation « significative » de la production d'habillement vers des pays d'Europe comme la France reste cependant une pure utopie.

4. Le rétrécissement de l'écart-type (dispersion) des salaires du fait de la forte poussée salariale dans bon nombre de pays asiatiques réduit le gap qui s'était creusé au détriment des fournisseurs de proximité des marchés occidentaux. A l'évidence, ceux-ci ont toujours un bel avenir devant eux car leurs coûts redeviennent compétitifs face à l'Asie, du moins pour le moyen/haut de gamme ; autre élément favorable, le circuit court va se développer pour répondre aux exigences de délais d'un e-commerce en pleine expansion. Enfin, parce que la révolution digitale va fournir à ces fournisseurs de proximité des outils permettant de customiser les vêtements et de les produire dans des conditions optimisées de réactivité, de qualité et de prix. Seul problème pour eux, ne pas se laisser distancer par les pays asiatiques qui, eux aussi, à l'exemple de la Chine et du Vietnam, entendent utiliser pleinement les ressources de l'industrie 4.0 dans leur stratégie protéiforme de conquête des marchés.

QIMA Q1 2019 Barometer: A Look Back at Global Sourcing in 2018: Trade Wars, Diversification, Sustainability Challenges

Between the US-China tariff stand-off and the increasing consumer and governments' scrutiny on sustainability issues, 2018 proved a challenging year for global sourcing. Many brands and retailers turned towards increased diversification of their sourcing in order to hedge against tariff risks and protectionist policies, while trying to maintain slow but steady improvement in supply chain ethics. In this barometer, QIMA looks at the data collected during hundreds of thousands of onsite inspections, audits and lab tests conducted during 2018.

Sourcing Geographies: China Resilience in 2018 Cannot Hide Ongoing Diversification

Despite a slight deceleration towards the end of the year as the tariff face-off with the US continues to unfold, China's demand for inspections and audits showed resilience in 2018 with a **+8.5% growth** compared to 2017. In a 2018 QIMA survey of 100+ businesses across the globe, up to 30% of respondents said they were diverting their sourcing from China to other regions, and as many as **three-quarters noted they had already started sourcing suppliers in new countries**, or were going to do so before the year was out: the sourcing geographical diversification is very much under way.

Indeed, QIMA saw significant growth in quality control activities in different parts of Asia. For instance, in Southeast Asia, **Indonesia and Cambodia** saw demand for inspections and audits expanding by **over 50%** in 2018. Meanwhile, demand for inspections and audits in South Asia grew double-digit, outpacing the forecast for the region's economic growth. **Bangladesh**, an ever-popular destination for textile and apparel, saw a particularly strong influx of buyers, resulting in **+37.3%** growth.

Supply Chain Sustainability: New Sourcing Regions Mean Concerns Over Compliance

An overview of data collected by QIMA auditors during factory visits in 2018 shows that brands and manufacturers had made progress in ethical compliance, with average ethical scores rising by **+4.4% in 2018** compared to 2017.

The positive trend is, however, largely skewed by the good results in China, where a more mature manufacturing network consistently sees improvement in ethical compliance; when looking at other regions – the very ones where buyers are increasingly looking to diversify their sourcing – **factory compliance remains an issue: Vietnam, Indonesia and Turkey** saw their average factory scores deteriorate by -5.1%, -3.2% and -3.1% in 2018, respectively. In terms of individual factories, all countries combined, **24% still had critical ethical violations** in 2018.

QIMA audit data going as far back as 2016 shows a slow yet steady upward creep of ethical scores in the Textile and Apparel sector. That trend, coupled with the fact that this industry has received more consumer scrutiny than most, validates the argument that increased demands for transparency in supply chains result in better sourcing ethics down the line.

During 2018, the most pressing ethical issues in supply chains included **waste management and working hours and wages**. Companies sourcing from China in particular should bear in mind the **upcoming changes in the country's social security regulations**, and would do well to strengthen their audit controls in the area of supplier payroll records and employment practices.

In terms of factory building safety, **over 60% of audited factories require improvement** in order to ensure ongoing worker safety. The state of factory safety varies greatly by region: while in Southeast Asia, just over half of all factories needed improvement in the immediate and medium term, the figure was much higher for China, with up to 70% of surveyed facilities ranked "Amber", indicating the need for corrective action.

2018 a Rough Year for Product Quality – Textile and Apparel Relatively Better Off

The impacts of the increased sourcing diversification in 2018 were also reflected in product quality figures collected by QIMA during on-site inspections. In China, as manufacturers were pressured to cut costs in order to remain competitive in a tough global retail environment, their output quality took a hit: over 25% of inspected products for all industries combined were found outside of specifications, a **+16% deterioration** year-on-year. In other 'hot' sourcing regions such as Cambodia or Turkey, failure rates also increased by around 30%.

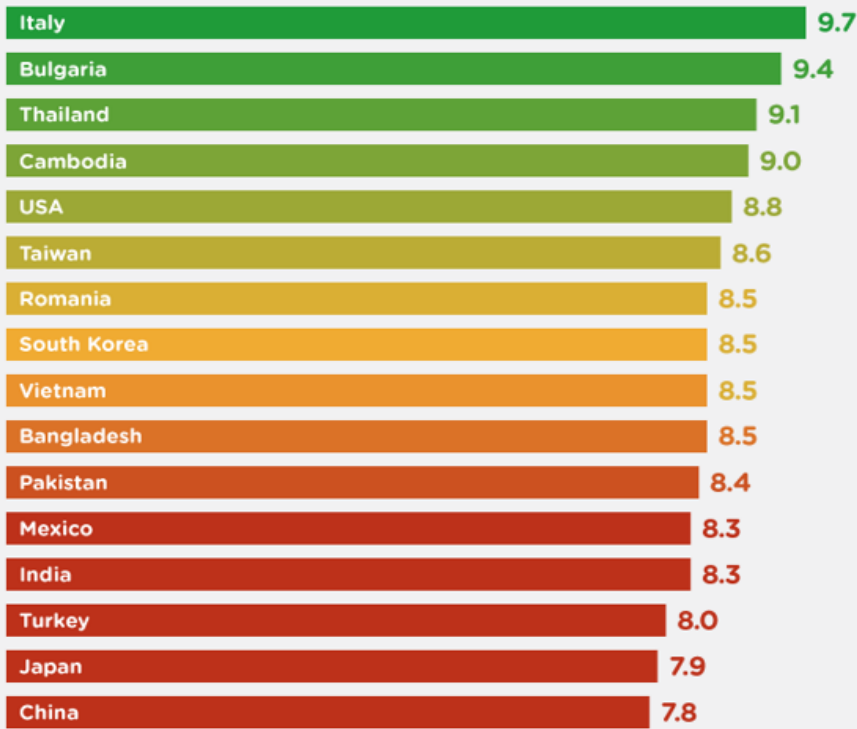
However, when looking specifically at the **Textile industry**, QIMA inspection data shows that manufacturers made some strides in product quality, reducing inspection failure rates by **18.5%** in 2018, a possible reflection of the sector's gradual improvement in supply chain ethics over the past two years; indeed QIMA's data consistently shows a **positive correlation between ethical scores and quality performance**, with such factors as better working conditions and retention of qualified personnel contributing to higher product quality.

Meanwhile, aggregated data from QIMA labs shows that phasing out lead and especially phthalates remains a considerable issue for suppliers selling to the EU and the US. Specifically, in 2018, **over 7% of tested products failed to comply with EU REACH** rates due to excess amounts of lead, and 8% for banned phthalates.

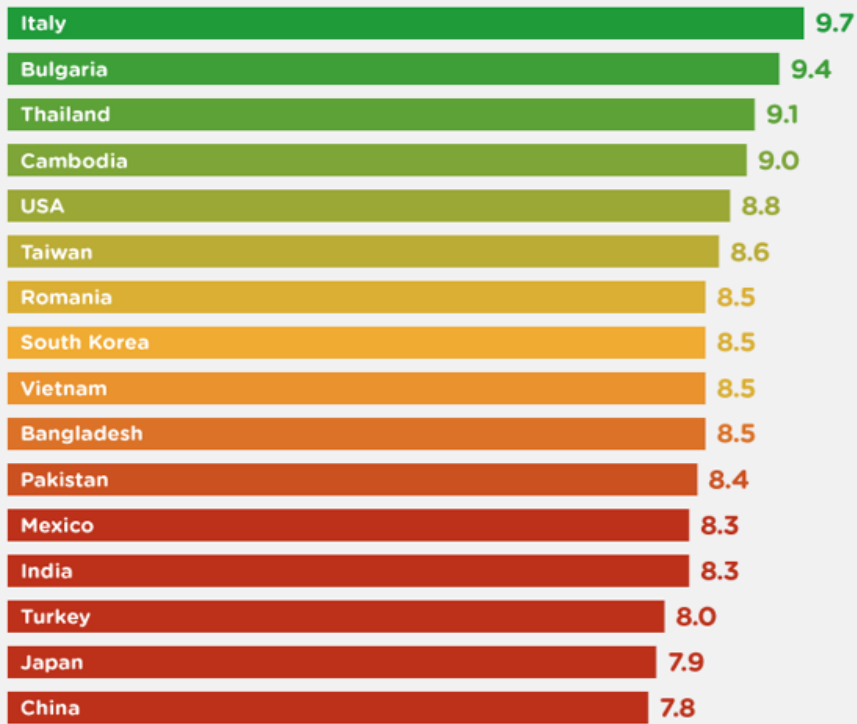
Suppliers to the US fared better on lead, driving test failure rates under 5%, which represents a notable improvement on 2017 performance, especially in terms of compliance with US CPSIA and California Prop 65 requirements. Nevertheless, phthalate compliance among this group remained an issue, with **9% test failure** rates showing no tangible improvement over a two-year period.

QIMA Barometer Key KPIs

Average Ethical Audit Scores - 2019 YTD



Average Ethical Audit Scores - 2019 YTD



BGMEA President: Workers will lose jobs if apparel prices not increased

[Mehedi Hasan](#)

- Published at 11:26 pm February 9th, 2019



File photo of BGMEA President Md Siddiqur Rahman

'The quality of RMG factories has improved, while their owners have also increased salary of the workers'

President of Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA) Md Siddiqur Rahman on Saturday said RMG workers will lose their jobs if the price of apparel goods is not increased.

“The quality of RMG factories has improved, while their owners have also increased salary of the workers,” he also said at a launching ceremony in Dhaka’s BGMEA Bhaban, “But buyers are not raising the price of apparel goods.”

If things continued like this, he further explained the owners will not be able to cover expenses of running their businesses and will eventually have to cut costs, at the expense of letting their workers go.

Brac University and C&A Foundation had launched a beta version of a digital map containing information on export-oriented RMG factories across Dhaka district.

The map was officially inaugurated by Commerce Minister Tipu Munshi, who was chief guest at the event.

“While everyone talks about problematic factories, nobody writes about 99 factories which are performing well,” said the minister, “Researchers should seek how to strategically increase apparel prices and will not drive buyers away.”

BGMEA president Siddiqur welcomed this initiative, which he said will work towards rebranding the country’s apparel industry.

“We have made tremendous progress in safety and sustainability in recent years,” he added, “We believe the digital map will empower stakeholders across the industry, including factories, retailers, as well as the government, through establishing a better understanding about the industry and will help the users with correct and real time information. This will strengthen the effectiveness of improvements already underway.”

Makers of the digital map, titled “Mapped in Bangladesh”, said its aim is to accelerate recent progress in the sector through increased transparency.

It was primarily built by Brac University, with lead funding provided by C&A Foundation.

The map has collected essential primary data on export-oriented factories across Dhaka district and has published it online in an interactive, digital map. Enumerators used a door-to-door approach, visiting each factory to gather the data.

Md Shamsuzzamnan Bhuiyan, inspector general at the Department of Inspection for Factories and Establishments (DIFE), Asif Saleh, senior director of Brac, Mansoor Ahmed, first vice president of Bangladesh Knitwear Manufacturers and Exporters Association (BKMEA), Md Shafiul Islam Mohiuddin, president of the Federation of Bangladesh Chambers of Commerce and Industry (FBCCI), were also present at the event.

H&M expresses concern for Bangladesh RMG workers

- Published at 11:36 pm February 9th, 2019



The statement was issued following media reports of hundreds of RMG workers being dismissed for protesting wage discrimination and clashing with the police in January

In light of the recent sacking of scores of garment workers in the country, global fashion brand H&M expressed “concern about the recent developments in Bangladesh”, according to a press release issued on Thursday.

The statement was issued following media reports of hundreds of RMG workers being dismissed for protesting wage discrimination and clashing with the police in January.

“When workers are listened to, when the parties in the labour market can engage in respectful negotiation and peaceful dispute resolution, and when the minimum wage level is revised regularly, that is when situations such as this one can be resolved long-term,” the press release stated.

Standing against any form of vandalism or violence, H&M cited its formation of National Monitoring Committees under the Global Framework Agreement together with the global union IndustriALL and the Swedish trade union IF Metall. These platforms consist of local union representatives and local H&M group staff supporting peaceful conflict resolution within their supply chain, where the parties struggle to reach agreements independently and where disputes are being escalated thus.

“We support increased wages for garment workers as well as the guidelines of the ILO and global unions, which emphasize collective bargaining as necessary for workers and employers to negotiate wages and working conditions.”

H&M further stated that the group is in dialogue with the monitoring committees to monitor and evaluate the situation, where the dispute so far is being managed by the parties without any need for involvement of the National Monitoring Committee.

“We understand garment workers have recently been dismissed from three factories that produce for the H&M group amongst others, and we are closely observing the situation to ensure that the documents and agreements that have now been signed are acknowledged and approved by all parties, outlining valid information and appropriate grounds for termination of employment.”

The issue will remain at the top of the fashion giant’s agenda and they will stay in close contact with suppliers, industry associations, trade unions and other buyers, they further stated.

Over 7,000 Bangladesh garment workers sacked after wage protests

By Wimal Perera

8 February 2019

Bangladesh garment industry bosses have sacked thousands of workers following the end of recent protests and strikes involving up to 50,000 workers over low wages. The witch-hunts began last month, after garment workers reluctantly ended an eight-day strike under the threat of mass lockouts and police intimidation.

Although media reports vary, the trade union IndustriALL Bangladesh Council (IBC) and garment industry unions estimate that more than 7,000 workers have been dismissed.

The unions claim that police have filed cases against about 3,500 named and unnamed workers and arrested more than a 100. Workers have been falsely accused of violence and vandalism. Fearful of arrest, scores of workers are reported to have gone into hiding.

Last month's protests were in response to the ongoing refusal of garment industry employers to even increase workers' monthly minimum pay to 8,000 takas (\$US96), up from the previous 5,300 takas (\$63), as recommended last September by Prime Minister Sheik Hasina's Awami League-led government. The recommended increases resulted from discussions in a government-appointed tripartite committee of employers, unions and state authorities.

Garment workers, who have long-demanded the doubling of their monthly pay to 16,000 takas, were hostile to the government's meagre pay rise recommendations, as well as discrepancies in the increases for junior and senior workers.

While the unions publicly bewail the mass sackings and arrests, these organisations have long played a treacherous role in sabotaging garment workers' struggles for higher wages and better working conditions.

The IBC and the National Garment Workers Federation (NGWF) last month urged striking workers to return to the factories, opening the way for the mass sackings. The IBC is the Bangladesh section of the IndustriALL, a Geneva-based international union federation notorious for collaborating with employers.

Shafiul Islam Mohiuddin, president of the Federation of Bangladesh Chambers of Commerce and Industry, called on the Awami League-led government to “actively protect the nation’s assets” and take action against all those who “vandalised factories.” NGWF president Amirul Haque Amin made similar unsubstantiated allegations of vandalism.

Recent media reports point to how the mass sackings were carried out. Victimised workers said they were simply told by employers that their services were no longer required, ordered to leave their plants and then sent a payout a few days later.

“I was in jail for 16 days and just got bail last week,” Mohammad Ali Hossain, 28, a sacked garment worker, told the *Arab News*. “After getting out of jail, I contacted the factory management but on Saturday, I received a compensation of \$250 from my owner.” Of the 1,200 workers at his factory, 92 had been sacked and seven had police cases registered against them, he said.

Shariful Islam, another worker, said: “There are 2,000 workers at my factory and 255 of them lost their jobs on January 11. I received compensation of \$200 on January 26. After my dismissal, I contacted other garment factories to try and get a new job but all of them refused to employ me because I’ve been terminated.”

China Akter, who works for Luman Fashions at Rampura in Dhaka, told one newspaper: “We have been in fear of losing jobs since the announcement of the new wage structure. The owners have tried to frighten us saying that any increase in wages would force to shut down... [and] when we demand our lawful wage, the factory owner threatened us.

Rina Akter, from Yolk Garments at Kakrail, said she was paid only 7,000 taka, including overtime, for the month of December. None of the workers were paid the official 8,000 taka minimum, even after the announcement of the new wage structure. They received only a 250–300 taka increase, she said.

A *Guardian* article on January 20 about the Interstoff Apparels factory in Gazipur revealed something of the harsh conditions in the Bangladesh garment industry, which employs 4.5 million workers and is the world’s second largest garment producer and exporter.

The Interstoff Apparels plant, which employs 4,500 workers, produces t-shirts with the brand name Spice Girls for export. Salma [not her real name], who is in her mid-20s, told the newspaper she was paid only 8,450 taka a month,

including a 600-taka attendance bonus, for a 54-hour week. It would take her about a week to obtain the 2,130 taka (\$25) required to buy a Spice Girls t-shirt.

Salma said management set workers “impossible” targets of sewing up to 2,000 garments a day. If you did not reach that target, she said, you “might even get called inside the production manager’s office and get verbally abused... and sometimes subjected to obscene language such as *khankir baccha* (daughter of a prostitute).”

Amid the current wave of victimisations and mass sackings, the unions are sowing illusions that workers can get redress by appealing to the government. IBC secretary Salahuddin Shapon called for a meeting with Labor Minister Monnujan Sufian. The NGWF organised a “human chain” protest on February 1 to demand the release of arrested workers and withdrawal of police charges.

The Bangladeshi Stalinist parties, such as the Communist Party of Bangladesh (CPB), Socialist Party of Bangladesh and the Workers Party, who often back the Awami League, have not called for any mobilisation of workers to fight the mass sackings and arrests.

Apart from the CPB-controlled Garment Workers Trade Union Centre (GWTUC), which made a lame appeal to the government to stop the repression, these organisations have maintained a stony silence.

Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA) president Siddiqur Rahman told the media that garment workers were not sacked over the protests but then said some plants “may have had problems” because of the pay increase.

Confident of ongoing collaboration with the unions, Rahman issued a direct appeal. “We are very much concerned about maintaining stability in the country’s ready-made garment sector and if the trade union leaders come up with any such [unfair dismissal] issue, we will sit together to find a way out of any situation,” he said.

Like the garment industry owners, Prime Minister Sheik Hasina’s government depends completely on the unions to strangle any attempts by garment workers to win decent wages and working conditions. It is determined to continue attracting foreign investment by maintaining the country’s cheap labour status and exploitative conditions.



Cambodge/Cambodia: la Commission lance la procédure d'exclusion de "Tout Sauf les Armes"

Publié le 12 février 2019 [Modifier l'article](#) | [Voir les stats](#)



Jean-François Limantour
President of Evalliance
82 articles

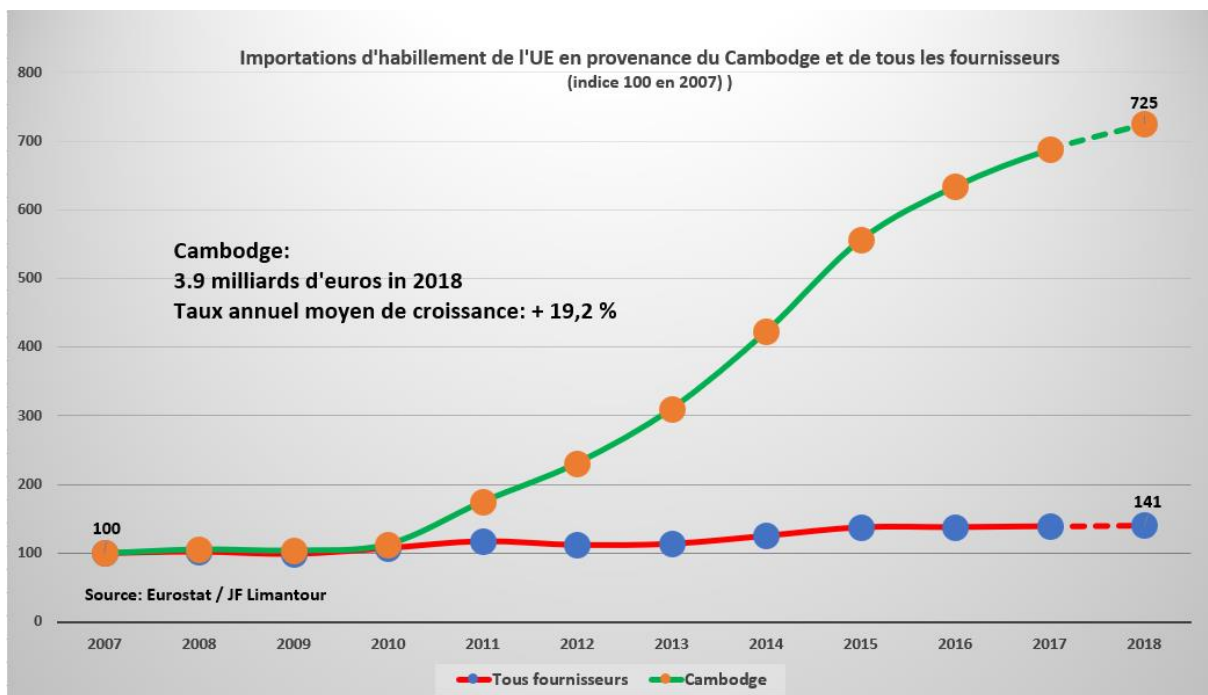


La Commission européenne a publié ce matin au JO de l'UE C 55 du 12 février 2019, sa décision de lancer la procédure d'exclusion temporaire du Cambodge du régime douanier préférentiel « Tout Sauf les Armes ».



Cette décision était attendue. La procédure qui s'étend sur un an au maximum comprend les étapes suivantes :

1. La Commission examine pendant six mois à compter d'aujourd'hui l'évolution de la situation au Cambodge dans les domaines des droits de l'homme et des normes sociales.
2. Au plus tard trois mois après la fin de cette période de six mois, (c'est-à-dire au plus tard le 12 novembre 2019) la Commission émet un rapport et formule ses conclusions
3. Le gouvernement du Cambodge disposera alors d'un mois au maximum pour faire part de ses observations à la Commission européenne.
4. La Commission européenne prendra une décision définitive (exclusion temporaire ou non) dans le délai de 12 mois après la date de publication de la décision du 11 février 2019, **c'est-à-dire le 11 février 2020**.



Le Cambodge est le cinquième fournisseur d'habillement de l'Union européenne (3,9 milliards d'euros en 2018).

Grâce à des coûts de production attractifs (smic mensuel à 182 US\$ actuellement) et surtout à ce régime super-préférentiel "Tout Sauf les Armes"/TSA qui permet d'exporter à droits nuls vers l'UE les vêtements fabriqués au Cambodge et ceci, quelle que soit l'origine des tissus utilisés, les exportations cambodgiennes ont été multipliées par 7 entre 2010 et 2018 !

Il est clair que l'exclusion du Cambodge du régime TSA serait une véritable catastrophe pour son industrie de l'habillement et ses 750.000 salariés.

EU starts EBA withdrawal

Joseph Curtin | Publication date 12 February 2019 | 08:17 ICT



Garment workers are working in the factory at the outskirts of Phnom Penh City last year. If the EU decides to withdraw EBA from Cambodia, it is the workers who will be severely affected. [Pha Lina](#)

The EU on Monday announced that it has begun the 18-month process of withdrawing the Kingdom's access to its preferential Everything But Arms (EBA) agreement over "a deterioration of democracy [and] respect for human rights".

However, the Garment Manufacturers Association of Cambodia (GMAC) said the move would see development "halted". In an immediate response, the European Chamber of Commerce (EuroCham) in Cambodia expressed its "disappointment" with the decision, while academic Kin Phea said the threat of Cambodia losing its access to the EBA should be countered by looking to markets outside Europe and the US.

"The competitiveness of our sector will be unduly put at risk... and Cambodia's development will be halted. All efforts made in building a responsible garment supply chain will be jeopardised and it will be a dramatic setback for workers."

"GMAC calls on the European Commission and the EU to thoroughly assess whether such a procedure potentially resulting in the suspension of preferential tariff arrangements under the Everything But Arms programme would be proportionate and ultimately strengthen democracy and human rights in Cambodia," GMAC said on Monday.

The EU announcement quoted the High Representative for Foreign Affairs and Vice President of the European Commission Federica Mogherini as saying “a deterioration of democracy [and] respect for human rights calls Cambodia’s participation in the EBA into question”.

Trade Commissioner Cecilia Malmstrom took a more conciliatory tone, saying the move “was not a final decision”.

Mogherini and Malmstrom launched the process to begin withdrawal on October 4 last year.

The EBA agreement allows the least developing status nations duty and tariff free imports into the 28-member bloc.

“Over the last 18 months, we have seen the deterioration of democracy, respect for human rights and the rule of law in Cambodia. In February 2018, the EU Foreign Affairs Ministers made clear how seriously the EU views these developments.

“In recent months, the Cambodian authorities have taken a number of positive steps, including the release of political figures, civil society activists and journalists and addressing some of the restrictions on civil society and trade union activities.

“However, without more conclusive action from the government, the situation on the ground calls Cambodia’s participation in the EBA scheme into question.

“As the EU, we are committed to a partnership with Cambodia that delivers for the Cambodian people. Our support for democracy and human rights in the country is at the heart of this partnership,” Mogherini said.

Malmstrom said: “It should be clear that today’s move is neither a final decision nor the end of the process. But the clock is now officially ticking and we need to see real action soon.

“We now go into a monitoring and evaluation process in which we are ready to engage fully with the Cambodian authorities and work with them to find a way forward.”

However, Phea said: “The suspension of the EBA will be a challenge to Cambodia’s economic health. Most products are exported to the US and EU markets and [the loss of EBA] would make us weaker competitively.

“But it does not mean we lose the market – we still can export to the EU market, but we will have to pay full duty as set by them.”

He added that the government should continue its reforms [and] look to countries outside Europe and the US, such as China, Japan, South Korea and Russia.

GMAC said on Monday that a suspension of EBA would increase tariffs by 12 per cent in the garment sector and by eight to 17 per cent for footwear.

Following the announcement, EuroCham in Cambodia issued a press release expressing its regret at the decision.

“As the main representative of the large European investment and business community in Cambodia, EuroCham is deeply concerned about the possible negative consequences of this decision on current and future business between the EU and Cambodia.

“The launch of the EBA withdrawal investigation by the European Commission is counterproductive to Cambodia’s socioeconomic transformation.

“This decision not only jeopardises the past and future achievements of this partnership, but also other development initiatives funded by the EU over the last two decades which have helped to vastly improve the socio-economic status of millions of Cambodians.

“We regret this decision but vow to continue partnership and engagement with the government on its business and development goals,” EuroCham said.

The EU said its decision was to be published in its Official Journal on Tuesday, which would begin the process.

“A six-month period of intensive monitoring and engagement with the Cambodian authorities is to follow, with another three-month period for the EU to produce a report based on the findings.

“After a total of 12 months, the Commission will conclude the procedure with a final decision on whether or not to withdraw tariff preferences. It is also at this stage that the Commission will decide the scope and duration of the withdrawal.

“Any withdrawal would come into effect after a further six-month period, the EU announcement on Monday said.



Press Release

Launch of EBA withdrawal investigation by European Commission counterproductive to Cambodia's socio-economic transformation, says European Chamber of Commerce EuroCham Cambodia, representing more than 350 companies, regrets decision but vows to continue partnership and engagement with Royal Government on its business and development goals

Phnom Penh, 11.02.2019

The European Chamber of Commerce in Cambodia expresses its regret in respect to the decision taken by the European Commission to initiate the formal investigation into a withdrawal of preferences granted to the Kingdom of Cambodia under the Everything But Arms (EBA) agreement. As the main representative of the large European investment and business community in Cambodia, EuroCham is deeply concerned about the possible negative consequences of this decision on current and future business between the European Union and Cambodia. Since 2015, the European Union has invested heavily in building and strengthening commercial ties with Cambodia through the activities of EuroCham, enabling the organisation to become a key facilitator of publicprivate collaboration and successful economic development. This decision not only jeopardises the past and future achievements of this partnership, but also other development initiatives funded by the European Union over the last two decades which have helped to vastly improve the socio-economic status of millions of Cambodians. "We are very concerned that this investigation will send wrong signals about the prospects of the market to potential manufacturing investors during 2019, and that a possible withdrawal in 2020 will have a terrible impact on the employment of hundreds of thousands -often women- and many more of their dependents", says Arnaud Darc, EuroCham Cambodia's Chairman. EuroCham views this decision as counterproductive to the aims of the European Union's General Scheme of Preferences (GSP) that seeks to eradicate poverty in vulnerable developing nations by improving their export competitiveness via an opening of its markets to them. "This decision by the European Commissioner, whose responsibility is foremost on trade matters and who, in our view, has stepped into the geopolitical arena, directly endangers European business interests in Cambodia", says Mr. Arnaud Darc. "However, this is not yet a confirmation for a withdrawal; EuroCham will in the coming years support the Royal Government and Cambodia's exporters in improving relevant industries, legislation, and production or export processes to mitigate the effects of this investigation or, in the worst case, a withdrawal of the EBA in 2020. At the same time, we continue to fight for the EBA to remain in place". EuroCham insists that constructive dialogue and cooperation are the most effective tools to address concerns of the European Commission on human rights and democratisation, rather than confronting the issues via unilateral economic pressure, which will not further the European cause in the Kingdom. "We remain dedicated to supporting the growth and development of Cambodia (as well as European trade with Cambodia), and continue to support the Royal Government, the national Chamber of Commerce and other partners in order to minimise the impact of this decision. We are ready to help with mitigating the effects while continuing to support the Royal Government in improving the competitiveness and growth of Cambodia", says Mr. Arnaud Darc.

EuroCham will closely monitor the ongoing situation and the investigation process in close collaboration with its National Chambers of France, Germany, Italy, United Kingdom, Benelux and the Nordic countries, who share its opposition to a premature withdrawal of the preferences 7 years ahead of the original withdrawal date in 2027.

About EuroCham Cambodia EuroCham Cambodia was created in 2011 by the French, German and British business representations in Cambodia and has since grown to 350 members and 6 national chapters comprising 11 European countries. It is the official representation of all European businesses in Cambodia. Its core activities are to attract European investment to the Kingdom, advocacy and services to its members as well as support the Royal Government of Cambodia in creating a more efficient and fertile business and investment environment.

For more information, please contact: Mr. Blaise Killian (EN/FR/KH) Executive Director +855 (0)12 911 65

PM: We will not die if EBA is withdrawn

Niem Chheng and Mech Dara | Publication date 15 February 2019 | 13:32 ICT



Prime Minister Hun Sen said at the closing of a Ministry of Interior convention reviewing 2018

Following the EU's announcement this week that they had formally launched procedures in preparation for the withdrawal of Cambodia's Everything But Arms (EBA) trade preferences, Prime Minister Hun Sen remained defiant in the face of looming economic uncertainty on Thursday, declaring that Cambodia "will not die even if the EBA disappears".

"Whether the EBA will be suspended will be known in 18 months. Either way we will not die and we will not become rich [even if the EBA is not withdrawn]," he said at the closing of a Ministry of Interior convention reviewing 2018.

"We need to jointly work for economic growth in order to strengthen our independence. We should not exchange our sovereignty for [economic] assistance."

"The EBA will be gone, it is just [a case of] sooner or later. Therefore, in trade we pay tariffs to them and they will pay tariffs to us – this is inevitable. We therefore need to find all the ways to make our economy more competitive," he said.

Hun Sen appealed to all Cambodians, particularly workers, not to worry about other people's opinions as long as they have jobs, careers and incomes, adding that "dogs keeps barking, but people keep walking".

He also suggested that European companies continue running their businesses in Cambodia despite the decision, adding that Cambodia will not bow to international pressure calling for internal reform.

"I have confirmed already that having EBA or not ... we do not want anyone to use trade preferences to control us as they want to. If you do not withdraw, I become stronger; if you withdraw, I will not die," he told the crowd.

Addressing potential investors in Cambodia, he said the government is in the process of undertaking reforms to promote the country's economic competitiveness and trade coordination, as well as to eliminate payments and bureaucracy that slows business being done.

The prime minister suggested the Council for the Development of Cambodia (CDC) host a forum between the government and private sectors in March this year to discuss reforms and the promotion of economic growth in Cambodia.

Political analyst Ok Serei Sopheak said Cambodia lived without EBA preferences in the past and can do so again, but he added that it is very likely to hit the economy hard, predicting inflation will increase.

"Cambodia needs to promote investment and we need significant cooperation in order for our economy to have a chance to take off after this decision."

"Cambodia's economic growth is currently seven per cent. If we do not take measures this will decline, and we will not only lose economic interests but might also lose diplomatic interests and weaken our foreign policy on the international stage," he said.

He also added that if Cambodia loses its access to EBA, relations with the EU will likely decline.

Economic analyst Khoun Bunny agreed with the prime minister's assessment of the EBA withdrawal as providing an opportunity for economic growth.

"Workers have jobs and factories keep operating – everything is normal. We can see that we have reached the point where Cambodia can live independently and try to build on our annual economic growth of seven per cent." "We will continue our economic cooperation and extend our economic relations to other countries [outside the EU]," he said. However, there is no clear study confirming that Cambodia will lose its competitiveness if it needs to pay tax for exports to the EU.

EBA withdrawal provides ‘opportunity for growth’

Niem Chheng | Publication date 13 February 2019 | 07:45 ICT



Garment workers in Phnom Penh’s Sen Sok district in 2017. The withdrawal of the EU’s Everything But Arms trade preferences from Cambodia is likely to hit the garment factory sector hardest. Hong Menea

Economic analyst Khoun Bunny said on Tuesday that the loss of the EU’s preferential Everything But Arms (EBA) agreement could be a golden opportunity for Cambodia to show it deserved to be ranked sixth on the list of the world’s fastest-growing economies.

Government spokesman Phay Siphon also expressed optimism that losing access to EBA could “create a new history for Cambodia”, as Prime Minister Hun Sen said the Kingdom’s “independence and sovereignty must not be exchanged for anything”.

Bunny said the withdrawal of EBA could allow the government to make reforms to push Cambodia to increase its potential.

“Cambodia [can] show that it can survive independently, reducing its reliance on loans and that we don’t need to depend hugely on foreign [aid] like in the past,” he said.

Sihan said: “We believe that the positive impact and sustainability [from EBA withdrawal] will create a new history for Cambodia and the government to have the opportunity to be independent, sovereign and free from interference and interruption by foes, near and far,” he said.

On Monday, the EU announced that it had begun the 18-month process of withdrawing Cambodia’s access to EBA over what it perceived to be a “deterioration of democracy [and] respect for human rights”.

The EBA agreement gives least developing status countries duty and tariff free imports to the 28-nation bloc.

In what could be a reaction to the EU’s decision, Hun Sen took to Facebook on Tuesday to reiterate that Cambodia’s “independence and sovereignty must not be exchanged for anything”.

He said Cambodia’s political, social and economic situation would improve due to the increase in taxes collected.

The prime minister said the Kingdom must not rely on foreign aid but wanted to be “good friends with all partner countries who want to see Cambodia prosperous”.

He thanked the business community, vendors and investors for fulfilling their tax obligations in the Kingdom.

He said Cambodia had in the past experienced economic sanctions but had moved beyond them and poverty to become a country with annual economic growth of seven per cent.

He said the Kingdom would move out of lower middle-income status to become an upper middle-income nation by 2030 and become a high-income nation by 2050.

Based on this argument, Hun Sen said: “Cambodia cannot depend only on foreign aid, and it must not exchange its independence and sovereignty for anything.

“But we want to be good friends with all partner countries who want to see Cambodia prosperous going forward without interfering in its internal affairs,” he said.

On Tuesday, the government issued a statement expressing “its deep regret over the European Commission’s decision on Monday to launch the formal procedure for the temporary withdrawal of the EBA preferences for Cambodia”.

“The government considers this decision as an extreme injustice when the European Commission disregards the concrete measures and substantial progresses made by the government in its adherence and commitment to the implementation of the 15 UN and ILO core Conventions, which are the pre-conditions to the continuation of the EBA,” it said.

The statement added: “We regret that the European Commission has chosen to believe a handful of dishonest politicians who continuously try to find every means to destroy their own country and their people rather than respecting the voices of those who are legitimately elected.”

Political analyst Lao Mong Hay said the EU had taken note of the positive steps the government has taken towards honouring its human rights obligations under the EBA scheme.

These, he said, included the opening up of democratic space for civil society and the amendment to the Law on Political Parties that gives the remaining 116 banned CNRP members the possibility to resume their political activities.

But it was very doubtful whether these steps would prove sufficiently satisfactory to the EU.

“The government may have to do much more, however, such as releasing Kem Sokha [from his treason charge] to be able to keep the EBA,” he said.

Sokha, the president of the court-dissolved opposition Cambodia National Rescue Party, is currently on bail awaiting trial on the charge.

The US Embassy in Phnom Penh on Tuesday released a statement in support of the step taken by the EU.

“We share the EU’s concerns about serious violations of freedom of expression, internationally recognised labour rights and freedom of association.

“The United States calls on Cambodian leaders to restore a true, multi-party democracy, as enshrined in Cambodia’s constitution.

“We also call on Cambodia to drop the charges against Kem Sokha and all arbitrary charges against other political prisoners, and to allow independent trade unions, media organisations, and other elements of civil society to operate without undue restrictions,” it said.

The statement added that Cambodian leaders should put the wellbeing of the country before personal and political interests.

However, the European Chamber of Commerce (EuroCham) in Cambodia expressed its disappointment with the EU decision on Monday.

It said, “the launch of the EBA withdrawal process by the European Council is counterproductive to Cambodia’s socio-economic transformation”.

“This decision not only jeopardises the past and future achievements of the [EU-Cambodia] partnership, but also other development initiatives funded by the EU over the last two decades which have helped to vastly improve the socio-economic status of millions of Cambodians.

Sihan on Tuesday said he believed the EU’s decision was taken for “geopolitical reasons”.

In response to the US Embassy’s support for the start of the withdrawal, Sihan said the US and the EU were “ready to interfere in Cambodian affairs”.decision as an extreme injustice when the European Commission disregards the

concrete measures and substantial progresses made by the government in its adherence and commitment to the implementation of the 15 UN and ILO core Conventions, which are the pre-conditions to the continuation of the EBA,” it said.

The statement added: “We regret that the European Commission has chosen to believe a handful of dishonest politicians who continuously try to find every means to destroy their own country and their people rather than respecting the voices of those who are legitimately elected.”

Political analyst Lao Mong Hay said the EU had taken note of the positive steps the government has taken towards honouring its human rights obligations under the EBA scheme.

These, he said, included the opening up of democratic space for civil society and the amendment to the Law on Political Parties that gives the remaining 116 banned CNRP members the possibility to resume their political activities.

But it was very doubtful whether these steps would prove sufficiently satisfactory to the EU.

“The government may have to do much more, however, such as releasing Kem Sokha [from his treason charge] to be able to keep the EBA,” he said.

Sokha, the president of the court-dissolved opposition Cambodia National Rescue Party, is currently on bail awaiting trial on the charge.

The US Embassy in Phnom Penh on Tuesday released a statement in support of the step taken by the EU.

“We share the EU’s concerns about serious violations of freedom of expression, internationally recognised labour rights and freedom of association.

“The United States calls on Cambodian leaders to restore a true, multi-party democracy, as enshrined in Cambodia’s constitution.

“We also call on Cambodia to drop the charges against Kem Sokha and all arbitrary charges against other political prisoners, and to allow independent trade unions, media organisations, and other elements of civil society to operate without undue restrictions,” it said.

The statement added that Cambodian leaders should put the wellbeing of the country before personal and political interests.

However, the European Chamber of Commerce (EuroCham) in Cambodia expressed its disappointment with the EU decision on Monday.

It said, “the launch of the EBA withdrawal process by the European Council is counterproductive to Cambodia’s socio-economic transformation”.

“This decision not only jeopardises the past and future achievements of the [EU-Cambodia] partnership, but also other development initiatives funded by the EU over the last two decades which have helped to vastly improve the socio-economic status of millions of Cambodians.

Sihan on Tuesday said he believed the EU’s decision was taken for “geopolitical reasons”.

In response to the US Embassy’s support for the start of the withdrawal, Sihan said the US and the EU were “ready to interfere in Cambodian affairs”.

How to end waste in fashion: stop making clothes, or value the ones we have already?

- The price of fast fashion items, poorly made and sold as disposable, does not factor in the human and environmental costs of their production
- Shutting down fashion production is impractical, but a 'circular fashion' economy can be built if consumers and industry ensure clothing is repurposed

Sunday, 10 February, 2019, 6:02am



Sarah Fung, founder of “recommerce” site Hula, believes that technologies such as blockchain can help cut down waste in fashion.

What if we completely stopped making clothes?

No, we wouldn't all be romping around frockless; brands and individuals alike tend to hold on to an excess of clothing. Rather, we would reuse, repair, and eventually recycle what we already have. We wouldn't need to refuse clothes, as conscientious consumers are already doing. And we would finally have a truly circular fashion economy without waste. (A circular economy designs out waste and pollution, keep products and materials in use, and regenerates nature.)

If the fashion industry continues to produce clothes at breakneck speed and with rampant greed, consumers will be the only force powerful enough to change the industry for good.

According to a study by The Business of Fashion and McKinsey, China will become the largest fashion market in 2019. China's middle class is projected to reach 700 million by 2020, but will this new consumer class overconsume and destroy the world? Or will Chinese consumers end overconsumption and save the world?

This is the rhetoric of a fashion extremist, but fashion has always encompassed extremes: textiles have been known to last thousands of years, yet fast fashion garments struggle to make it past the first wash; a single piece of couture can cost more than a house, while jeans can cost less than a cup of coffee; and fashion's extreme fixation with the new means that many products lose more than half of their value after just two or three months.

The problem with fast fashion is its dirt cheap prices and disposable clothing that can be easily bought and just as easily discarded. Fast fashion retailers are purporting to democratise fashion while simultaneously convincing consumers that they are saving money; however, there are environmental, human, and long-term financial costs to fast fashion that are not factored into the prices of its products.

Cheap clothes seem like a steal because they are a steal. The earth's resources and cheap labour in Asia are exploited to manufacture unspeakable amounts of clothing that go unsold and unused.

But to combat this cheap trend we don't have to stop producing clothes altogether, we just have to value them. Literally.

Your wardrobe is an asset and a tool for investment, so the main consideration when buying any product should be quality.

This ethos is shared by technologist Kenny Au, a partner in two fashion-tech start-ups, Luxsens and Luxchain. Luxsens is building the world's largest database for personal luxury goods, while Luxchain leverages blockchain technology to solve problems with counterfeits, pricing, and sales of personal luxury products.

Through such innovations, modern-day consumers are now able not only to track the value of their wardrobes but to buy authenticated luxury goods in a sustainable, circular economy.

Sarah Fung, founder of "recommerce" platform Hula, believes that technologies such as blockchain can create regulated, transparent supply chains, allowing consumers to invest in authentic, ethically made products.

Hula is another example of the interplay between the real market value of a wardrobe and the circular economy. If a product is of good quality and is cared for, it maintains its value and never needs to be thrown away; it can be given a second life on platforms such as Hula.

However, there first needs to be a cultural shift: we have to believe that all materials have value, and clothing should never be produced or bought if it will become trash.

The Ellen MacArthur Foundation, which works to inspire a generation to rethink, redesign and build a circular economy, suggests we "redesign [the fashion system] so there are only good choices for customers".

Its Make Fashion Circular programme brings together people from diverse backgrounds, including education, finance, and government, to do just that, and to make the system of clothes production work better for customers, the environment and the economy. The foundation suggests clothes should be sold, then swapped, repaired or donated once they are no longer needed. Clothes can also be repurposed or upcycled.

What fashion currently lacks in sustainable practices it makes up for in creativity, and Shanghai-based stylist Natali D believes creativity creates tremendous value. "Repurposing clothes can make them feel new and personal and thus more valuable," she says.

A leading figure in the circular fashion movement and founder of the NGO Redress, Christina Dean believes that “the creativity of the fashion industry will solve problems and create value, and fashion can and will show other industries how to move all parts of a system to a circular mode”.

Dean is focusing on two main initiatives to aid this process: stopping waste and dealing with waste. To stop waste, Redress has developed a curriculum to educate emerging designers on sustainable issues through its 110 university partners. It also educates consumers through a programme called Front Line Fashion, and has a sustainable-design award in its ninth cycle.

To deal with waste, Redress is building a textile bank which will rescue and redistribute textiles, among other initiatives.

ReClothing Bank – no relation to Hong Kong-based Redress – is one of the most cited examples of circular fashion in China. Founded by designer Zhang Na, the brand not only uses sustainable, natural materials but also rescues unwanted materials and turns them into veritable works of art. Through the creativity of one, trash is truly made into treasure.

Zhang opposes extreme solutions to fashion’s waste problem, saying it would be cruel to stop producing clothes since that would devastate those working in fashion and apparel. The designers behind Ffixxed Studios, a brand with bases in Hong Kong and Shenzhen, southern China, that is committed to sustainability, echo this sentiment. They say a total shutdown of clothing production would devastate developing economies in particular.

Ffixxed Studios believes that circular fashion begins with the high-quality, ethical production and processing of raw materials, but that ultimately consumers will choose what kind of fashion system they want.

So will China’s consumption crisis become China’s consumption miracle? If we stop producing low-quality clothes, it definitely could.

We still need to educate consumers, hold companies accountable, and reconsider our relationship with fashion. However, Dean’s advice is the perfect first step: buy less, buy better.

China To Build Largest Textile City In Egypt



January 30, 2019

Egyptian Minister of Trade and Industry, Amr Nassar says, in a recent announcement, China has started building the largest textile and garment city in Egypt. The textile and garment city- being built by Mankai, a Chinese holding company, will cover more than three million square meters in the city of Sadat, north of Cairo and it will consist of 592 factories. The minister of trade and industry, Amr Nassar, said the project will utilize the latest technology in the textile industry. Adding that factories in the first stage will begin their trial operation in May this year.

Egypt already has key textile bases in el Mahalla, el-Kubra and other cities. The Chinese government has signed initial sales contracts for 48 first-stage factories for Chinese companies. Meanwhile, the Chinese company Mankai has agreed to inject new investments into leather goods in the city of Badr.

Bulgarians endure lowest minimum wage in the EU

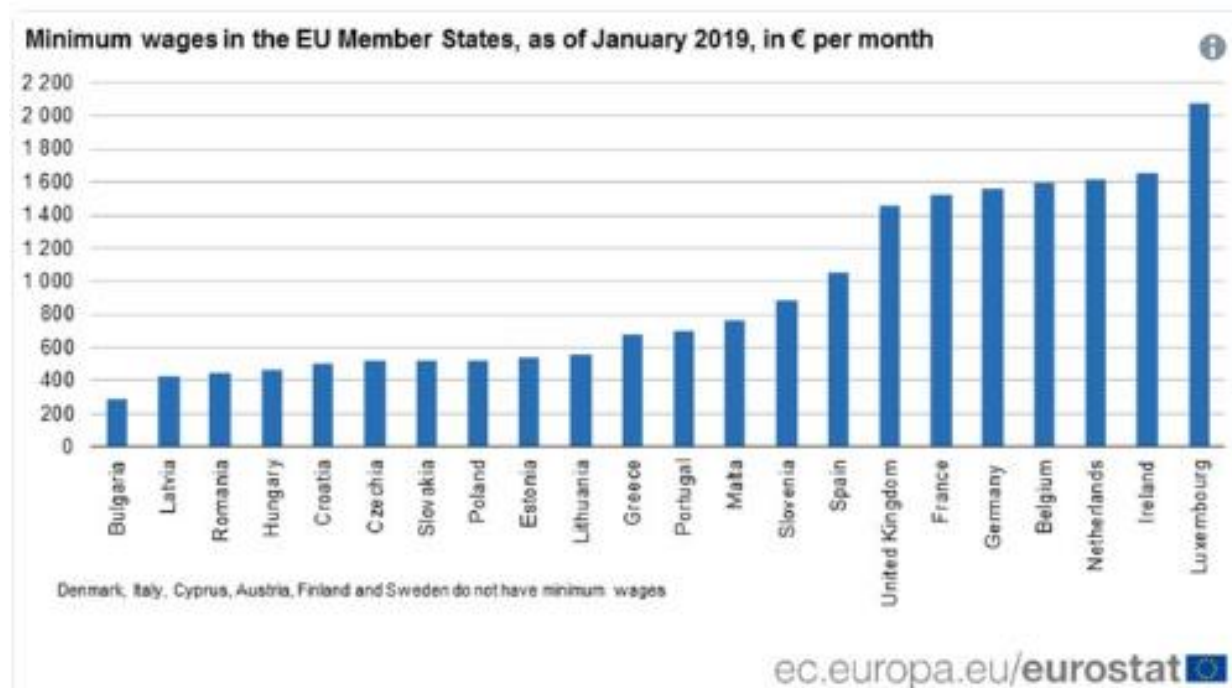
COMMENTS

By [Daniel Bellamy](#) • last updated: 08/02/2019



Bulgaria might have increased its minimum wage in January to 286 euros per month, but it still remains the lowest minimum wage of all the 22 EU states that have one.

(Austria, Cyprus, Finland, Italy, Denmark and Sweden have yet to introduce it - if they ever do. The highest three minimum wages are found in Luxembourg, The Netherlands and Ireland.)



Elena Marvakova, is one of many low paid textile workers, paid a pittance at the Pirin-
Tex garment factory in Gotse Delchev in southern Bulgaria.

She has 33 years of work behind her but her take home pay is just a meagre 340 euros a
month.

She's joined PODKREPA, a Bulgarian workers' union pushing for higher pay, and like
many workers she's also demanding that the EU takes action - she wants to see a
common minimum wage across the bloc.

Most economists regard this as unrealistic as living costs, especially for housing, vary so
much across the EU, but it's a sign of the deep frustration at the factory.

"Are Bulgaria's laws made for human beings? Or are they made for robots? We work
non-stop: with this system, our employer legalised almost a kind of forced labour
system," she told Euronews in a break from the factory floor.

A lifetime of low paid work also results in the most basic of pensions, meaning the last
years of many Bulgarians' lives are spent in even worse poverty.

Eighty year old Atlaza Shtereva began working at just 15. She planted trees, worked as a
cook and produced zippers in the garment industry during her working life.

Now , in her old age, her pension is worth just 150 euros per month and around 50 euros
of it goes immediately on her electricity and medical bills.

"When having a look in the shop windows I see a lot of goods I can not afford to buy,"
she told Euronews in her spartan flat.

"Thanks to my children I have some heating so I will not get sick. It's them buying me the
wood for heating," she said.

The European Union has been working on lifting twenty million Europeans - many of
whose lives stories are similar to Elena's and Atlaza's - out of poverty and social
exclusion by next year.

Meanwhile the low pay continues to propel Bulgarians to head to western Europe in
search of work, but it comes at a high social cost, splitting families and lives across
two EU states.

Bulgaria as a country suffers too; the tax base is eroded as there are fewer workers - unless there is sufficient immigration to replace those that have left, which there isn't. Like Bulgarians themselves, most migrants want to work in the more prosperous west.

Meanwhile workers vote with their feet and leave in such numbers that Bulgaria is now the fastest shrinking country in the world according to the UN.

When communism fell in 1989 the country had 9 million people.

But it's now got 7.1 million and by 2050 it's on course to have only 5.4 million.

NOTA BENE

Minimum wage statistics refer to *national* minimum wages.

The basic *national* minimum wage is fixed at an hourly, weekly or monthly rate, and this minimum wage is enforced by law (the government), often after consultation with the social partners, or directly by national intersectoral agreement. The national minimum wage usually applies to all employees, or at least to a large majority of employees in the country. Gross wages are reported.

Eurostat provides national minimum wages at *monthly rates*. For the countries where the national minimum wage is not fixed at a monthly rate, its hourly or weekly rate is converted into a monthly rate according to conversion factors supplied by the countries (e.g. (hourly rate x 40 hours x 52 weeks) / 12 months).

In addition, when the minimum wage is paid for more than 12 months per year, data have been adjusted to take these payments into account (e.g. for the countries where it is paid for 14 months a year, the minimum wage is calculated as follows: (monthly rate x 14) / 12).

The country-specific information on national minimum wages is available in annex.

As regards, the monthly minimum wage as a proportion of average monthly earnings, gross monthly earnings cover remuneration in cash paid before any tax deductions and social security contributions payable by wage earners and retained by the employer, and restricted to gross earnings which are paid in each pay period. 'Non-standard payments' such as 13th or 14th month payments (except Greece, Spain, and Portugal), holiday bonuses, and so on are excluded. This definition follows that applied within the structure of earnings survey.

Gross monthly earnings should refer to NACE Rev. 2 Sections B–S (industry, construction and services, except activities of households as employers and extra-territorial organisations and bodies) and cover full-time employees working in enterprises of all sizes.

Any deviations from the above definition are reported in annex.

Enquête Oxatis : le Profil du e-commerçant 2018

Paris, le 5 Février 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE :

Enquête Oxatis : le Profil du e-commerçant 2018 (12^e édition – Spécial TPE / PME)

Emploi, croissance, rentabilité :

En 2018 le e-commerce confirme son rôle moteur dans le développement économique des territoires

Pour la 12^e année consécutive la société Oxatis, en partenariat avec la Fevad et le cabinet Ernst & Young, révèle les résultats de son enquête dédiée à l'activité e-commerce des PME.

Avec un bon niveau de rentabilité, un impact positif du Web sur les magasins physiques (points de vente traditionnels), des perspectives de recrutement très favorables et une présence forte dans les petites communes, le e-commerce représente une opportunité de croissance majeure pour le développement économique des territoires.

Les résultats clés de 2018

- 83% des sites E-commerce sont rentables ou à l'équilibre
- 45% des e-commerçants sont implantés dans les communes de moins de 20 000 habitants

- 80% des commerçants traditionnels qui disposent également d'un site de vente en ligne constatent un impact positif du web sur les visites et les ventes en magasin
- 9800 postes créés partout en France
- 13500 créations de postes en prévision pour 2019, soit 10 % des créations d'emplois marchands prévues en France pour 2019.

En 2018 la majorité des sites E-commerce sont rentables

83 % des e-commerçants sont rentables ou à l'équilibre en 2018. Un chiffre qui souligne le fort potentiel du e-commerce pour les PME. Après une période d'investissement pendant laquelle les sociétés ont misé sur la création de leur site et les actions de visibilité, **le retour sur investissement est au rendez-vous** et concerne dorénavant la majorité des entreprises.

L'enquête montre une progression très significative de la part des sites rentables jusqu'à franchir le cap symbolique de la majorité. En effet alors que la proportion des sites rentables en 2017 était de 33% **cette valeur passe à 53 % en 2018 soit une augmentation de 20 points.**

Dans le cadre du E-commerce BtoB, **87% des sites des PME sont rentables.** Cette croissance devrait encore se renforcer dans les prochains mois sur un marché qui avoisinera les 200 Milliards d'euros à l'horizon 2020, soit plus de 2 fois le marché actuel du BtoC en France (Insee, 2018).

E-commerce et commerce de proximité : l'alliance gagnante.

L'enquête Oxatis montre que 80 % des entreprises qui gèrent à la fois un site E-commerce et un magasin traditionnel constatent un impact positif de leurs sites sur leurs boutiques physiques. Cet impact est en très nette progression et atteint **les 80 % en 2018** (56 % en 2016 et 65 % en 2017).

L'influence du E-commerce sur le magasin physique se fait à plusieurs niveaux : 79% des commerçants observent une augmentation de la fréquentation en magasins après consultation du site. Conséquence de ce comportement, **60 % des PME interrogées constatent une progression de plus de 10 % du chiffre d'affaires** en point de vente physique à la suite du lancement de leur site.

La position des PME n'est donc plus seulement multi-canal ou cross-canal mais prend une dimension omnicanale. Toutes les PME ont intérêt à utiliser le commerce en ligne comme prolongement de leur activité, à la fois en tant que canal de vente supplémentaire et comme support de communication et d'attractivité pour développer leur relation client.

Par ailleurs l'enquête montre que les sites E-commerce permettent d'élargir immédiatement les zones de chalandise, non seulement de manière locale mais aussi à l'international. Les résultats sont significatifs, les e-commerçants **exportent 5 fois plus que la moyenne des entreprises françaises.**

PME du E-commerce et embauche : promesses tenues

Le E-commerce est un secteur qui offre des perspectives d'embauche favorables. **16% des e-commerçants ont réalisé l'embauche d'au moins un salarié en 2018.** Un chiffre relativement stable sur les deux dernières années puisque cette proportion était de 18 % en 2017 et 17 % en 2016.

En moyenne les e-commerçants ont recruté 1,44 collaborateurs ETP en 2018, avec plus de 42600 sites en France réalisant un CA annuel compris entre 100K€ et 10M€ (FEVAD 2018) on peut estimer que le E-commerce a généré plus de **9600 emplois en 2018.**

Avec 23% des e-commerçants qui déclarent vouloir recruter en 2019, et sur la base des 42600 sites qui réalisent un CA annuel compris entre 100K€ et 10M€ (Fevad, 2019), on peut estimer **le nombre d'emplois créés à 13500 soit près de 10 % des 133 000 emplois prévus par la projection INSEE banque de France.**

A la différence des candidats recherchés par les grands acteurs du web qui sont dotés de grands entrepôts logistiques, les projets de recrutement des PME du E-commerce concernent principalement **des profils de candidats dotés de compétences pointues**. En effet, les profils les plus recherchés concernent des experts du commerce et du marketing (43%) alors que les métiers en lien avec les renforts logistiques (la gestion des entrepôts ou la préparation de commande) sont nettement moins représentés (26%).

Ce contexte favorable peut expliquer l'augmentation de taille des sociétés du E-commerce, l'étude montre à ce sujet **que la part des sociétés de plus de 5 salariés a triplé en trois ans en passant de 12 à 25%**.

Dynamique des territoires : les PME du E-commerce occupent le terrain.

Dynamiser les territoires, accroître le trafic et l'emploi dans les petites communes, constituent des problématiques majeures pour les acteurs économiques et les élus locaux. Dans un contexte de dévitalisation de certaines communes, le E-commerce représente un fort terrain d'opportunités.

En effet l'enquête montre que presque **un e-commerçant sur deux est implanté dans les communes de moins de 20 000 habitants** (45%). L'E-commerce est donc en train de s'affirmer comme un réel contributeur au dynamisme et à l'attractivité économique des territoires. Capable de trouver un modèle économique rentable, ces PME sont en mesure de poursuivre et développer leur activité et d'être générateurs d'emplois tout en dynamisant le commerce traditionnel.

Les PME du E-commerce participent donc à renverser la tendance au déclin démographique dans les territoires et permet de concilier judicieusement la digitalisation des PME avec une décentralisation réussie.

À propos d'Oxatis

Oxatis est la solution de création de site E-commerce en mode SaaS leader en Europe avec plus de 10 000 clients PME. Très complète et en constante évolution,

elle répond parfaitement aux enjeux des PME qui réalisent entre 100 K€ et 30 Millions d'euros de chiffre d'affaires en ligne.

Oxatis est labélisé Google Premier Partner, la solution Oxatis est recommandée par Sage, elle est distribuée en exclusivité par des banques aussi renommées que le Crédit Agricole, le Groupe Crédit du Nord, le Groupe Crédit Mutuel – CIC et la Caisse d'Épargne Provence Côte d'Azur.

En 2018, Oxatis a poursuivi une stratégie dynamique de croissance externe : en juillet 2018, acquisition de la société Powerboutique, un des acteurs majeurs du E-commerce avec plus de 1 500 Sites actifs en ligne, en novembre 2018, acquisition de la société Channel Pilot Solutions, spécialiste allemand des solutions SaaS pour le traitement et l'optimisation des flux E-commerce qui équipe plus de 430 clients en Europe parmi lesquels les plus grands sites e-commerce (Décathlon, La redoute, Sarenza, Lindt..).

Oxatis est implanté dans cinq pays européens (France, Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni).

Oxatis est cotée depuis avril 2018 sur le marché Euronext Growth – ALOXA.

CONTACT

LABLCOM – Bruno Lorthiois

06 78 97 07 24

blorthiois@lablcom.net

***Méthodologie :**

Avec 10000 e-commerçants sur plus de 22 secteurs d'activité, Oxatis est un poste d'observation économique privilégié pour analyser les résultats représentatifs de l'appropriation du e-commerce par les PME françaises.

Enquête menée par Oxatis sur plus de 1900 e-commerçants du 27 novembre 2018 au 22 décembre 2018. 403 répondants en France. La méthodologie, le processus de

collecte et de traitement des informations ainsi que les résultats chiffrés ont été audités et validés par Ernst & Young en janvier 2019.

Emplois créés : estimation Oxatis calculée à partir du nombre de sites e-commerce 2016, 2017 et 2018 déclarés par la FEVAD (calculés à partir des données communiquées par le panel des plateformes sécurisées de paiement ICE / FEVAD) d'une part, et des données de l'étude (pourcentage d'e-commerçants ayant embauché en 2018, nombre d'embauches par site en 2018 et prévisions 2019) d'autre part.

Habillement : le président des indépendants prône la fin des soldes



Par Anne-Sophie Cathala

Publié le 28/01/2019 à 18h44

Affaiblis par «les gilets jaunes» et des soldes d'ores et déjà compromis, les commerçants indépendants de l'habillement sont plus de 1200 à frôler la faillite. Leur fédération va organiser des «grands débats» en régions pour trouver des solutions.

Éric Mertz, nouveau président de la Fédération Nationale de l'Habillement (FNH), qui représente 38.000 commerçants indépendants, prône «*la fin des soldes*» et compte en discuter avec les commerçants. Ce rendez-vous promotionnel, en perte de vitesse, entame trop la rentabilité fragile des boutiques multimarques ou affiliées. «Elles n'ont pas les moyens, contrairement aux grandes chaînes de fast fashion, de multiplier les rabais, ni de fabriquer des lignes spécialement pour les soldes», rappelle-t-il. Elles pratiquent, déjà, très peu de promotions pour préserver leurs marges, et réservent réellement leurs «ventes privées» d'avant soldes sur leurs meilleurs clients.

De mi-novembre à fin décembre, période clé pour le secteur, où le client est censé acheter au prix fort, les ventes des indépendants ont dégringolé de 18,95%, tant les centres-villes et autres centres commerciaux ont été perturbés par les manifestations des «**gilets jaunes**», «qui ont frappé de manière colossale nos commerçants» regrette Éric Mertz. Il sait, cependant, la «détresse» de bien des Français, dont des commerçants, qui ont eux aussi, pour une part, enfilé leur gilet jaune.

17.000 emplois déjà perdus

Les quinze premiers jours des soldes d'hiver ont été marqués par une chute inédite de leur chiffre d'affaires, de 9,5%, détaille encore Éric Mertz. «Plus inquiétant encore, la fréquentation a baissé dans le même temps de 10,5% par rapport à l'an passé, qui n'avait, déjà, pas été bon, insiste-t-il. Cela signifie que même les clients qui ne viennent habituellement acheter qu'en soldes, s'ajoutant aux habitués de nos boutiques, ne sont pas venus. Un signal très mauvais.»

Faute d'amélioration du climat social dans le pays, dans un secteur en crise depuis 11 ans, et qui a perdu 17.000 emplois entre 2012 et 2015, l'avenir reste plus sombre que jamais. Sur fond d'une inquiétante «déconsommation», qui touche bien des secteurs, pour Éric Mertz, la tendance était négative depuis juin déjà dans la mode. Mais ces derniers mois, perturbés par les «gilets jaunes», pourraient avoir amplifié les difficultés et conduire vers la faillite, d'ici avril, de plus de 1200 entreprises (TPE), pour des raisons de trésorerie. Selon la FNH, alertée par Bercy, les défaillances pourraient même monter à 4577 pour les commerçants indépendants de tous secteurs, hors commerces de bouche.

LECTRA : 2018 : Chiffre d'affaires et résultat opérationnel records

12/02/2019



Credits Shutterstock.com

2018 : Chiffre d'affaires et résultat opérationnel records

- Chiffre d'affaires : EUR 282,6 millions (+ 4 %)*
- Résultat opérationnel : EUR 40,2 millions (+ 11 %)*
- Résultat net : EUR 28,7 millions (- 2 %)
- Cash-flow libre : EUR 21,6 millions
- Trésorerie nette : EUR 102,2 millions
- Dividende** : EUR 0,40 par action (+ 5,3 %)

**Variations à données comparables*

*** Proposé à l'Assemblée Générale annuelle du 30 avril 2019*

En millions d'euros	1 ^{er} octobre - 31 décembre		1 ^{er} janvier - 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Chiffre d'affaires	75,0	71,5	282,6	277,2
<i>Variation à données comparables (en %)⁽¹⁾</i>	+4%		+4%	
Résultat opérationnel	12,0	10,2	40,2	39,3
<i>Variation à données comparables (en %)⁽¹⁾</i>	+11%		+11%	
Marge opérationnelle (en % du CA)	16,0%	14,3%	14,2%	14,2%
Résultat net	8,6	9,2	28,7	29,3
<i>Variation à données réelles (en %)</i>	-6%		-2%	
Cash-flow libre	12,8	14,0	21,6	33,2
Capitaux propres ⁽²⁾			170,4	151,2
Trésorerie nette ⁽²⁾			102,2	98,1

1. *Données comparables : chiffres 2018 traduits aux cours de change 2017*
2. *Au 31 décembre*

Paris, le 12 février 2019. Le Conseil d'Administration de Lectra, réuni ce jour sous la présidence de Daniel Harari, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 2018. Les procédures d'audit ont été effectuées par les Commissaires aux comptes et le rapport de certification sera émis à l'issue du Conseil d'Administration du 26 février 2019.

(Sauf indication contraire, les variations sont à données comparables).

Quatrième trimestre 2018 : forte progression du résultat opérationnel

Le quatrième trimestre a de nouveau été marqué par les conséquences de la guerre commerciale entre les États-Unis et certains pays et régions du monde, qui a pesé sur les décisions d'investissements de nombreux clients sur l'ensemble des secteurs d'activité de Lectra.

Les commandes de nouveaux systèmes (EUR 32,5 millions) diminuent de 3 % (- EUR 1,1 million) par rapport au quatrième trimestre 2017.

Le chiffre d'affaires (EUR 75,0 millions) augmente de 4 % (+ 5 % à données réelles).

Le résultat opérationnel (EUR 12,0 millions) est en hausse de 11 % (+ 17 % à données réelles) et la marge opérationnelle (16,0 %) progresse de 1,0 point à données comparables et de 1,7 point à données réelles.

Le résultat net (EUR 8,6 millions) diminue de EUR 0,5 million (- 6 %) à données réelles. Le résultat net 2017 tenait compte d'un produit d'impôt net de EUR 0,6 million au titre d'éléments à caractère non récurrent.

Le cash-flow libre s'élève à EUR 12,8 millions (EUR 14,0 millions au quatrième trimestre 2017).

Année 2018

Acquisition de la société Kubix Lab

Lectra a annoncé le 25 janvier 2018 l'acquisition de la société italienne Kubix Lab.

Fondée fin 2015, Kubix Lab a développé une offre technologique particulièrement innovante, baptisée *Kubix Link*, qui permet aux marques de mode de gérer de bout en bout l'ensemble des informations produit provenant notamment de multiples systèmes informatiques (ERP, PDM, PLM, ...) dans une seule et même application.

Impact négatif de la hausse de l'euro

La hausse de l'euro, par rapport à la grande majorité des devises, a eu un impact mécanique négatif important sur les résultats de l'année. Elle se traduit par une diminution de EUR 6,7 millions (- 2 %) du chiffre d'affaires et de EUR 3,3 millions (- 8 %) du résultat opérationnel, dans les chiffres exprimés à données réelles, par rapport à ceux établis à données comparables.

Un environnement macroéconomique et géopolitique difficile

L'année a été marquée, sur toute sa durée, par un attentisme des entreprises dans l'ensemble des secteurs d'activité de Lectra, notamment l'automobile, suite aux annonces et à la mise en place de mesures protectionnistes, de la part des États-Unis, puis de l'Europe et de la Chine. Par ailleurs, l'économie des pays émergents ayant subi une forte baisse de leurs devises a été perturbée, ce qui a conduit certains clients à geler leurs investissements.

Résultat opérationnel en ligne avec les objectifs de la société

Les commandes de nouveaux systèmes (EUR 121,7 millions), sont stables par rapport à 2017.

Le chiffre d'affaires s'établit à EUR 282,6 millions, en croissance de 4 % (+ 2 % à données réelles). Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (EUR 122,7 millions) croît de 2 %, le chiffre d'affaires récurrent (EUR 159,8 millions) de 6 %.

Le résultat opérationnel (EUR 40,2 millions) augmente de 11 % (+ 2 % à données réelles) et la marge opérationnelle (14,2 %) progresse de 0,8 point (elle est stable à données réelles).

Ces résultats sont conformes aux anticipations de la société, telles que précisées le 25 juillet puis le 30 octobre 2018. Ils constituent un nouveau record historique.

Le résultat net (EUR 28,7 millions) est en baisse de 2 % à données réelles.

Le cash-flow libre s'élève à EUR 21,6 millions (EUR 33,2 millions en 2017).

Impact de la vente de certains logiciels en mode SaaS

La société a commencé, début 2018, à vendre certains de ses logiciels en mode abonnement (SaaS - *Software as a Service*).

Ce changement de modèle de commercialisation, au coeur de la feuille de route stratégique de la société, contribuera au développement à long terme de ses activités et renforcera son chiffre d'affaires récurrent, tout en répondant aux attentes de ses clients. Il a cependant un impact négatif à court terme, le chiffre d'affaires des abonnements logiciels étant reconnu progressivement, sur plusieurs années.

Sans cet impact négatif, de EUR 1,2 million à la fois sur le chiffre d'affaires et sur le résultat opérationnel 2018, le résultat opérationnel aurait progressé de 14 % au lieu de 11 %.

Une entreprise sans dette, un bilan particulièrement solide

Les capitaux propres s'établissent à EUR 170,4 millions.

La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent EUR 102,2 millions, après le décaissement de EUR 7,1 millions au titre de l'acquisition de la société Kubix Lab et le versement de EUR 12,0 millions de dividendes au titre de l'exercice 2017.

Feuille de route stratégique 2017-2019 : deuxième rapport d'étape

Le succès des deux précédentes feuilles de route (2010-2012 et 2013-2016), ainsi que la réussite du plan d'investissements d'avenir de EUR 50 millions sur la période 2012-2015, ont permis à la

société de construire sa nouvelle feuille de route stratégique pour 2017-2019, publiée dans le rapport financier du 9 février 2017, sur des bases particulièrement solides.

Cette feuille de route constitue une première étape, décisive, dans l'évolution de Lectra au cours des dix prochaines années. Elle pose les fondamentaux qui prépareront la société à saisir tout le potentiel de ses nouvelles offres pour l'Industrie 4.0 à partir de 2020. Ses objectifs sont de conforter le *leadership* mondial de Lectra et d'assurer une croissance durable tout en préservant sa rentabilité à court terme.

Dans l'ensemble, la deuxième année de la feuille de route s'est déroulée conformément au plan de marche de la société. Les rapports d'étape correspondant à ses différents chapitres sont résumés ci-dessous.

Quatre grandes tendances marqueront les marchés sectoriels et géographiques de Lectra

Ces quatre grandes tendances (les *Millennials*, la digitalisation des entreprises, l'émergence de l'Industrie 4.0 et la mutation de l'économie chinoise) et leurs impacts continuent de constituer les principales évolutions à venir dans l'environnement des clients de Lectra. Un nombre croissant de sociétés intègrent une composante digitale au sein de leur stratégie.

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ne remet pas en cause le changement profond de l'économie chinoise : les industriels du pays poursuivent leur entrée vers la digitalisation et intègrent les principes et technologies de l'Industrie 4.0 dans leurs processus, et le potentiel du marché local demeure important pour les marques du monde entier.

Lectra, acteur incontournable de l'Industrie 4.0

L'Industrie 4.0 transforme la façon dont l'ensemble des entreprises opèrent et créent de la valeur. Lectra possède tous les éléments pour atteindre son ambition d'être un acteur incontournable de l'Industrie 4.0.

L'année 2018 a été marquée par le lancement, dans quelques pays pilotes, de nombreuses offres innovantes permettant aux clients de Lectra de mettre en oeuvre les principes de l'Industrie 4.0. Ces solutions constituent de nouvelles lignes de produits afin de répondre aux nouveaux besoins de ses clients, ou viennent compléter les logiciels existants.

Lectra a lancé sa première salle de coupe 4.0 dédiée à la fabrication à la commande de meubles rembourrés. Elle a également annoncé la mise sur le marché, début 2019, de l'offre *Fashion On Demand by Lectra* - une nouvelle offre inédite permettant de produire des vêtements personnalisés au rythme du prêt à porter.

En parallèle, Lectra a mis sur le marché *Virga*, sa toute nouvelle solution de découpe monopli, qui analyse la matière, ajuste automatiquement son plan de coupe et optimise les temps de cycle pour les tissus unis et à motifs, et permet de réaliser chargement, numérisation, découpe et déchargement en simultané.

Par ailleurs, de premières applications *cloud* conçues pour les équipes de développement produit et de production sont disponibles : *Quick Estimate* et *Quick Nest*.

Ces offres seront progressivement disponibles dans le monde entier en 2019.

Une évolution du modèle économique pour une croissance durable et rentable

Lectra a enregistré des progrès sur l'ensemble de ses objectifs stratégiques. Ils continueront de guider les actions de la société en 2019.

Contrairement à 2017, les accélérateurs de croissance (la Chine, le cuir, les airbags, la personnalisation des produits et la digitalisation des entreprises de mode et habillement) n'ont pas tous contribué au dynamisme de l'activité du Groupe en 2018 du fait d'un environnement macroéconomique et géopolitique dégradé. Ils devraient toutefois soutenir la croissance du chiffre d'affaires en 2019.

Renforcement des investissements dédiés à la conception et au développement des offres

Les investissements R&D ont représenté EUR 30,8 millions en 2018. Ils ont progressé de 11 % et ont représenté 10,9 % du chiffre d'affaires. 346 personnes (20 % de l'effectif du Groupe) sont impliquées dans la conception et le développement de l'offre, soit une augmentation de 20 personnes par rapport au 31 décembre 2017.

Utilisation de la trésorerie

La société a procédé, en janvier 2018, à l'acquisition de la société Kubix Lab, pour un montant de EUR 7,1 millions. En combinant son offre et celle de Kubix Lab, Lectra proposera à ses clients de la mode une plateforme révolutionnaire de gestion des informations produit.

Sa trésorerie est suffisante pour financer de futures acquisitions ciblées.

Augmentation du dividende à EUR 0,40 par action

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale annuelle du 30 avril 2019 de porter le dividende à EUR 0,40 par action (+ 5,3 %) au titre de l'exercice 2018, représentant un taux de distribution de 44 % du résultat net consolidé et un rendement de 2,2 % sur la base du cours de clôture de l'action au 31 décembre 2018.

Perspectives 2019

Lectra a abordé 2019 avec des fondamentaux opérationnels et une structure financière particulièrement solides, une nouvelle organisation de ses filiales et un Comité Exécutif renforcé.

Un environnement géopolitique incertain

L'année s'annonce toutefois imprévisible, compte tenu de la persistance des incertitudes liées aux facteurs géopolitiques et aux menaces de protectionnisme, alors que les craintes d'un ralentissement économique se renforcent. Ces éléments pourraient continuer de peser sur les décisions d'investissement des entreprises.

Impact des parités monétaires

La société a établi ses objectifs 2019 sur la base des cours de change au 31 décembre 2018, notamment \$ 1,15 / EUR 1.

La conversion des résultats 2018 aux cours de change retenus pour 2019 se traduit par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires de EUR 1,6 million et du résultat opérationnel de EUR 1,2 million, par rapport à ceux publiés.

Impact croissant de la vente de certains logiciels en mode SaaS

La société a décidé de commercialiser ses nouveaux logiciels en mode SaaS uniquement. Si le bon accueil réservé à sa nouvelle offre se confirmait, le volume des logiciels vendus en mode SaaS devrait fortement progresser en 2019.

Ce changement de modèle de commercialisation aura un impact positif sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel de la société à moyen terme. Toutefois, il a un impact négatif sur ses objectifs 2019 en réduisant la croissance du chiffre d'affaires de 1 à 2 points et celle du résultat opérationnel de 9 à 12 points, par rapport aux progressions qui auraient été obtenues si ces logiciels avaient été vendus sous forme de licences perpétuelles, avec leurs contrats de maintenance associés.

Objectifs financiers

Compte tenu des éléments ci-dessus, la société s'est fixé pour objectif de réaliser en 2019 une croissance du chiffre d'affaires comprise entre 3 % et 7 %, à données comparables. Le résultat opérationnel courant serait alors en diminution de 4 % dans l'hypothèse basse de croissance du chiffre d'affaires, stable dans l'hypothèse médiane, et en progression de 4 % dans l'hypothèse haute.

Hors impact de la vente d'un volume croissant de logiciels en mode abonnement, l'objectif de croissance du chiffre d'affaires aurait été compris entre 4 % et 8 % et celui du résultat opérationnel courant entre 5 % et 16 %.

Avec les cours de change retenus pour 2019, les progressions du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant, à données réelles, seraient supérieures de respectivement 0,6 point et 3 points aux progressions à données comparables.

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

Plus que jamais, l'entreprise toute entière est mobilisée sur la croissance de l'activité commerciale. Les nouveaux produits lancés en 2018 et ceux qui le seront au cours des prochaines années devraient apporter une contribution de plus en plus forte à cette croissance.

Les marques de mode et de luxe estiment les destructions de vêtements invendus marginales

[DOMINIQUE CHAPUIS](#) Le 06/02



Les tonnes de vêtements brûlés ont suscité l'émoi du grand public, choqué par ce gaspillage. - Shutterstock

Les invendus de vêtements n'excéderaient pas 5 % des volumes du marché. Les enseignes ont bâti un modèle économique pour les écouler. Le luxe redoute un marché parallèle.

Des tonnes de vêtements brûlés par [H&M ou Burberry](#), faute de preneur. Ces pratiques ont suscité l'émoi du grand public, choqué par ce gaspillage. Mais, pour les professionnels de l'habillement, ces destructions restent marginales. « *Il y a un fantasme des pouvoirs publics*

sur le devenir des invendus, note Yohann Petiot, le directeur général de l'Alliance du commerce. Dans la majorité des cas, les marques les gèrent de façon responsable. »

Des volumes faibles

La fédération, qui regroupe 500 entreprises de l'habillement (Zara, Gap, Benetton, Kiabi, Monoprix, etc.), soit 27.000 magasins, craint qu'une loi ne mette en péril l'actuel modèle économique. Car chaque vêtement a un **cycle de vie** propre au textile. Mis en boutique au gré des saisons, avec un prix plein, il fait ensuite l'objet de promotions, avec des temps forts dans l'année, comme les ventes privées ou le Black Friday, puis de soldes deux fois par an. **Aujourd'hui près d'un article sur deux (47,5 %) est vendu à prix cassé, selon Kantar Worldpanel .**

Si, à ce stade, il n'a pas été vendu, la marque envoie les stocks à ses magasins d'usine, ou à des outlets (Village de marques). De plus en plus de griffes ouvrent aussi des magasins éphémères. Le reste des invendus est ensuite cédé à des déstockeurs (dont une partie est exportée, souvent vers l'Afrique), ou donné à des associations. *« Beaucoup d'enseignes ont des partenariats avec des associations comme la Croix-Rouge »,* selon l'Alliance du commerce.

Parvenu à cette étape, le poids de ces invendus est limité. Sur quelque 624.000 tonnes de vêtements mises sur le marché, *« ils représentent entre 1 % à 5 % des quantités, assure Yohann Petiot. Sur cette part réduite, nous estimons qu'entre 0 % à 0,5 % peuvent être brûlés ou détruits parce qu'ils sont défectueux et non recyclables »*. C'est ce circuit que les professionnels veulent préserver, *« sans obligation de contractualisation avec les associations »*.

La valeur de la marque

Le projet fait aussi grincer les dents des groupes de luxe. Pas question de retrouver un manteau à quelques milliers d'euros chez Emmaüs. Car c'est la **valeur intrinsèque** de la marque qui est en jeu. Déjà, certaines griffes refusent de faire des soldes. Les invendus sont écoulés via les ventes au personnel, des ventes privées et dans des concept-stores triés sur le volet, avec à la marge des destructions.

Car, contrairement aux enseignes qui commandent de gros volumes en Asie, la fabrication, en majorité française et italienne, reste limitée. « *A la différence de la Fast Fashion, le luxe a vocation à maîtriser sa production* », remarque Pascal Morand, le président exécutif de la Fédération de la haute couture. Des collections exportées à plus de 80 %. « *Il n'y a pas d'opposition, mais des réserves sur les dons, car cela peut alimenter un marché parallèle*, reprend le président. *Même sur un produit dégriffé, la marque est reconnaissable.* » L'un des enjeux pour ces maisons est plus le recyclage. Autrement dit identifier des prestataires pour retraiter les tissus et les réutiliser.

Dominique Chapuis

Ouvrir sa franchise de lingerie

le 29 janvier 2019 | [Franchise mode](#)

L'univers de la lingerie et des sous-vêtements séduit de plus en plus les femmes en France, une des particularités du secteur qui repose également sur la diversité des collections (luxe, confort, sexy, fabrication française ou autre). Malgré un léger repli en 2017 (-2,5% par rapport à 2016), le marché de la lingerie se porte encore bien avec 2,95 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Placé à ce jour au dessus du secteur du textile, ce domaine reste encore plus favorable pour entreprendre en franchise.

Boutique lingerie : aussi rentable que séduisant!

Classées **premières acheteuses de lingerie** en Europe, les Françaises dépensent plus de 100€/an pour leurs sous-vêtements, soit près de **20% de leur budget habillement annuel**.

Pour poursuivre leur développement sur un secteur concurrentiel, les marques adaptent leur politique : Certaines favorisent l'international, d'autres varient leur activité en renouvelant leurs collections. Et c'est ainsi que les enseignes arrivent à maintenir l'engouement des consommatrices à long termes.

Le secteur de la lingerie est propice à la franchise. Les marques les plus reconnues séduisent un nombre considérable de clients par la diversité et la qualité de leurs produits.

De ce fait, la création d'une entreprise franchisée offre l'opportunité aux investisseurs de jouir d'une visibilité importante sur le marché et de générer une rentabilité motivante, le concept étant déjà éprouvé. Cet univers accepte toute personne ayant les aptitudes du vendeur avec un sens commercial aiguisé. En optant pour une ouverture en franchise, le franchisé exerce son activité en toute autonomie, mais en

étant aussi accompagné et soutenu par son franchiseur, généralement dans les différentes phases de son parcours.

Par ailleurs, pour ouvrir une boutique de lingerie, il faut passer par les étapes suivantes :

- Etudier le marché pour évaluer la concurrence, les tendances du secteur,...
- Définir les moyens humains et matériels nécessaires,
- Etablir le business plan à travers lequel l'entrepreneur va convaincre ses partenaires financiers,
- Recherche du financement.

Des franchises de lingerie qui font la différence



Arthur est à l'origine une enseigne de sous-vêtement masculin qui a su bouleverser les codes de la mode à travers une image positive et décalée. Après des collections de nuit et chaussettes pour hommes, elle a étendu son savoir-faire à la femme et l'enfant.

Forte de ses 40 points de vente, l'enseigne entend poursuivre son expansion prioritairement dans les villes moyennes.

- Apport personnel : 25 000 à 30 000€,
 - Droit d'entrée : 10 000€,
 - Surface moyenne : 30 m2,
 - Investissement global : 60 000€,
-

Entreprise Familiale depuis 70 ans, **Simone Pérèle** est une marque de lingerie chic et de haute qualité. Appuyée sur 41 franchises et 2 740 points de vente dans le monde, la franchise développe des collections originales qui allient à l'élégance la douceur et le confort des matières.



La mise en place d'une boutique Simone Pérèle est réalisable principalement en centre ville ou en centres commerciaux.

- Apport personnel : 30 000€,
- Droit d'entrée : 5 000€,
- Surface moyenne : 40 - 60 m2,
- Investissement global : 70 000€.

Plus d'un vêtement sur deux a été bradé l'an dernier en France

C.L. avec Reuters, publié le 06/02/2019 à 15h09

Plus d'un vêtement sur deux a été bradé l'an dernier en France

Le marché français de la mode souffre des arbitrages budgétaires des ménages mais commence aussi à être touché par l'émergence d'une nouvelle tendance à la "déconsommation".



Crédit photo © Reuters

(Boursier.com) — Les achats réalisés en solde ou en promotion ont atteint 51,3% des volumes vendus en France en 2018. Le marché a été pénalisé par une météo défavorable, une faible consommation et un mois de décembre plombé par le mouvement des "Gilets jaunes". En valeur, la part des achats de mode féminine

réalisés à prix cassé a atteint 47,9%, selon les chiffres de la Fédération française du prêt-à-porter féminin, contre 37,9% en 2012.

Avec les manifestations de novembre et décembre, les invendus se sont accumulés et les enseignes ont pratiqué des promotions massives juste avant Noël. "Jamais nous n'avions assisté à un tel mouvement de pré-soldes et de promotions à ce moment-là de l'année", a déclaré à la presse Pierre-François Le Louët, président de la fédération professionnelle. Le phénomène a été amplifié par les spécialistes du e-commerce, qui ont cassé les prix quelques jours avant Noël, quand les commandes ne pouvaient pas être livrées avant le 25 décembre, a-t-il ajouté.

Escalade des promotions

Mais, selon lui, et pour la première fois cette année, "les marques ont pris conscience que cette escalade des promotions devait arriver à son terme". Globalement, le marché français de la mode souffre des arbitrages budgétaires des ménages mais commence aussi à être touché par l'émergence d'une nouvelle tendance à la "déconsommation". Des considérations écologiques ou éthiques gagnent les clients qui, comme dans la distribution alimentaire, disent vouloir acheter autrement, moins et mieux.

"Pendant longtemps la mode et les prix ont tiré les marques. Aujourd'hui, la question du sens, de l'engagement, de l'expérience vient bousculer le marché", a observé Pierre-François Le Louët. Après une embellie en 2017, où le marché de la mode féminine avait enregistré sa première hausse depuis 10 ans, les ventes ont reculé de 2% l'an dernier, faisant toutefois mieux que l'ensemble du marché de l'habillement, en baisse de 3,2%. L'année avait plutôt bien commencé, mais les tendances se sont retournées avec une météo contraire, un climat social difficile et un moral des ménages peu propice à la consommation", a estimé le dirigeant.

Après des ventes difficiles cet hiver, plombées notamment par le mouvement des "Gilets jaunes", [les soldes n'ont pas rencontré le succès espéré](#). Au point de faire germer dans la tête des professionnels l'idée de tout simplement les supprimer. C'est en tout cas ce que prône Eric Mertz, le président de la Fédération nationale de l'habillement, qui représente 20% du marché du textile en France.

Le Royaume-Uni aime la mode française

Le secteur du prêt-à-porter reste toutefois porté par ses exportations, qui progressent pour la neuvième année consécutive et ont augmenté de 6,3% en valeur en 2018 pour atteindre 3,3 milliards d'euros. Le Royaume-Uni est devenu l'an dernier le premier marché à l'export de la mode française, devant l'Italie, après une hausse de 9,7% des ventes réalisées outre Manche. "Beaucoup de marques française se sont installées en Grande-Bretagne et avaient décidé de leurs investissements il y a un ou deux ans", a précisé Pierre-François Le Louët.

Alors que la consommation locale faiblit, la mode française profite des achats effectués par les touristes étrangers à Londres, "qui reste une importante place de shopping international". Mais la perspective d'un Brexit sans accord, avec l'instauration de droits de douane et des problèmes logistiques au passage de la frontière, risquent d'être "très perturbateurs pour les entreprises".



BUSINESS

Forced labor, child work, awful wages: the lives of home-based garment workers in India

Marjorie van Elven

Wednesday, 06 February 2019

While increased attention is (finally) being given to wages and working conditions faced by garment factory workers in countries such as India, Burma and Bangladesh, few people know there are millions of workers making garments in informal, home-based settings too. During times of increased seasonal demand, many factories outsource production to informal businesses. A new study by Siddharth Kara from the University of

California, Berkeley, has shed some light onto the lives of 1,452 home-based garment workers in India, one of the world's largest garment exporters.

Home-based garment workers are usually women, living in cultures where women are not allowed to leave the home. The study confirmed that is the case in India: the vast majority (95 percent) of home-based garment workers in India are women and girls. The youngest respondent was 10 years old while the oldest was 73, although researchers saw many children under the age of 10 who seemed to be working alongside their mothers.

They work between six and seven days a week in shifts of six to eight hours a day. Their activities typically involve the “finishing touches” on a garment, such as embroidery, tasseling, fringing, beadwork and buttons. For that, they earn an average of 0.15 US dollars per hour, which means they are working in conditions classified as forced labor by Indian law, as their earnings are way below minimum wage. In fact, most of them receive between 50 percent and 90 percent less than the state-stipulated minimum wage -- if they receive it at all. “I never get my payment on time. I have to cry to get payment from the contractor”, said a 23-year-old surveyor.

85 percent of surveyors reported they work exclusively in supply chains of major apparel brands from the United States and European Union. Combined, these two regions represent 47 percent of India's total apparel exports. The remaining 15 percent of respondents work on a mix of export and domestic production.

So, what to do?

“The aim of this investigation is to provide insights into the lives of these workers in the hope that governments, companies, and nonprofits will be able to coordinate on solutions to address the exploitation we documented”,

said Kara in a statement. To inspire them to take action, the study offers 10 recommendations to help address the exploitation of women and girls in India by the garment sector.

1. Additional research: More research must be conducted to increase our knowledge about the working conditions of home-based garment workers.

2. Public-private partnerships: The study asks fashion companies, academics, NGOs, trade associations and government officials in the US, Europe and India to join forces to ensure children go to school full time and living and working conditions of all garment workers are improved.

3. Form a home-based garment worker union as currently there is no such thing in India.

4. Transparency and formalization of the home-based garment sector: the study calls for sub-contractors to register all home-based workers with whom they work and provide this information to suppliers and brands.

5. Increase and enforce minimum wages: Even if home-based garment workers received the state-stipulated minimum wage, they'd still struggle to make ends meet and provide education for their children.

6. Payment for overtime: Many surveyors are often coerced to work 12 or more hours a day without being compensated for the extra hours.

7. Supply chain inspections: The study calls for a system of independent, third-party supply chain inspections to monitor every stage in the garment sector supply chain.

8.Increase investigations and prosecutions: Those who exploit vulnerable workers should be penalized for their offense.

9.Support and empower women, girls and outcaste communities as they form the majority of workers who are exploited. They should receive education so they can be literate and trainings so they can pursue other types of work.

10.Increase awareness: Western brands and their customers must become more aware of the exploitative conditions under which their clothes are made.



Italie: plus important recul de la production industrielle depuis 2012

Par [Lepetitjournal Milan](#) | Publié le 10/02/2019 à 21:02 |



Une nouvelle mauvaise nouvelle pour l'économie italienne après celle de la [croissance revue à la baisse et l'entrée « en récession technique »](#). Le dernier rapport de l'Istat (Institut de la statistique italien) signale une baisse de la production de 0,8% entre décembre et novembre 2018, soit la 4ème contraction consécutive. Sur la base annuelle et les effets du calendrier corrigés, la production industrielle a chuté de 5,5%. Il s'agit de la plus grosse baisse enregistrée depuis 2012.

Si tous les principaux secteurs d'activité économique enregistrent des variations négatives, la plus forte baisse concerne les biens de consommation (-7,2%) contre une baisse plus contenue pour l'énergie (-4,4%). En particulier, les secteurs le plus en difficulté : les activités du bois et du papier (-13%), **l'industrie textile, de l'habillement et du cuir (-11%)**

Les activités ayant connu la plus forte baisse sur un an sont l'industrie du bois et du papier (-13%) et **l'industrie textile, de l'habillement et du cuir (-11,1%)**.

De l'autre côté des Alpes, la France a quant à elle connu une production en légère hausse en décembre dernier (+0,8%) après avoir chuté de 1,5% le mois précédent. Des données supérieures à celles attendues.

Curieux! le textile sauve l'emploi en 2018!

6 février 2019



Contrairement à l'idée reçue, le textile au Maroc n'est pas mort. Pire, malgré les plans de relance industrielle portés sur de nouvelles branches (plus sophistiquées), le secteur est celui qui a créé l'essentiel des emplois en la matière et sauvé par là le taux de chômage du gouvernement El Othmani.

En effet, ce fameux taux, qui ne comptabilise que ceux qui cherchent du travail et n'en trouvent pas (laissant de côté ceux qui ne cherchent pas, souvent par désespoir), ce taux s'est amélioré entre 2017 et 2018 passant de 10,2% à 9,8%.

Quand on voit le détail fourni par le HCP on réalise que les créations nettes d'emplois (112.000) ont été réparties comme suit : 65.000 dans les services (+1,4%), 19.000 dans l'Agriculture (soit un crash de 54,7%) et 13.000 dans l'industrie.

Sur ces 13.000, 11.000 sont dans l'espace urbain quand 2.000 ont été créés dans le monde rural (on imagine que ça doit relever davantage de l'artisanat).

La surprise, l'étonnante surprise, est que les 11.000 postes d'emploi urbains appartiennent tous au secteur textile bonneterie et habillement ! Est-ce que cela signifie que les secteurs automobile, aéronautique, offshoring... n'ont créé aucun emploi ou qu'à leur niveau il s'agissait de créations venant juste compenser des pertes ? Au HCP de nous dire.

Libération

Une opportunité d'améliorer l'employabilité des jeunes et de développer leur esprit entrepreneurial autour du digital

La 13ème édition du Forum ESITH-Entreprises aura pour point d'orgue une compétition entrepreneuriale marathon de 54 heures

14 Février 2019



S'adapter à une économie mondiale conquise par le digital. C'est l'ambition affichée par l'Ecole supérieure des industries du textile et de l'habillement (ESITH), en organisant le Forum ESITH-entreprises. Creuset de chefs d'entreprise et décideurs marocains friands de nouvelles compétences et d'idées à forte valeur ajoutée, le Forum tentera d'initier les participants au thème «Entreprendre à l'ère du digital». Mais pas que. Car cette 13ème édition, qui se déroulera les 14 et 15 mars, aura pour point d'orgue, la «Start Your Business». Une compétition entrepreneuriale marathon de 54 heures.

Que vous soyez étudiants de l'ESITH ou d'autres écoles, tous domaines d'études confondus, ou encore entrepreneurs en herbe et que vous projetez de créer une start-up, la «Start Your Business» est faite pour vous. Elle mettra à rude épreuve votre capacité à travailler en équipe. Créer un esprit de groupe. Résister à la fatigue aussi. L'objectif : se mettre d'accord sur une idée

de projet. La développer. Et enfin présenter un prototype démonstratif au bout du décompte des 54 heures.

En fait, il ne s'agit pas uniquement d'une simple compétition. C'est aussi une expérience enrichissante qui s'inscrit dans le cadre d'un programme d'éducation et de sensibilisation à l'entrepreneuriat, destiné aux universités et écoles d'ingénieurs ou de management, entre autres. Programme par lequel le comité du Forum ESITH-entreprise aspire, d'une part, à former les participants sur le Business Model, c'est-à-dire, l'origine de la valeur ajoutée d'une entreprise et de son partage entre les différentes parties prenantes. Et d'autre part, à les initier au concept du Lean Startup, qui est une démarche spécifique du démarrage d'une activité économique et du lancement d'un produit.

Née d'une collaboration entre les pouvoirs publics et l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH), au début de l'année 1996, l'ESITH véhicule ainsi à travers le forum, son savoir-faire ainsi que son expertise pour façonner des compétences. Ce n'est donc pas un hasard si le thème de cette édition cadre avec l'ère du temps. En effet, il est difficile de vous cacher qu'ici comme ailleurs, le numérique et le digital se sont imposés de manière spectaculaire. Dans tous les domaines. Evidemment, l'économie n'y échappe pas. En réalité, c'est une véritable révolution. Le digital a profondément transformé, en un éclair de temps, le fonctionnement de la grande majorité des entreprises. Ces dernières se trouvent aujourd'hui bouleversées dans leur organisation par la transformation digitale. Chaque pan de l'entreprise a été touché par cet outil aux allures de baguette magique. Forcément, elles ont dû s'adapter à ces évolutions, sans opposer une quelconque résistance. Et pour cause, la digitalisation offre des avantages non négligeables à plus d'un niveau (administration, prospection, gestion des stocks, ...).

A la lumière de ces éléments, il paraît donc évident que de par leur maîtrise des outils numériques, les jeunes étudiants d'aujourd'hui sont les plus à même d'être des porte-étendards de la révolution entrepreneuriale digitale au Maroc. C'est une opportunité qui leur est offerte consistant à améliorer leur employabilité, et surtout, développer un esprit entrepreneurial. Autant d'atouts indispensables en vue d'un avenir professionnel, brillant et réussi.

Le textile veut rattraper les 200.000 emplois de l'informel

Par **Radia LAHLOU** | Edition N°:5445 Le 04/02/2019 |

Intégrer les TPE non déclarées avec une fiscalité adaptée, taxer la contrebande... des priorités

Le fisc prêt à gérer la transition en associant les acteurs concernés

Appliquer à la lettre le PAI avec une dimension sociale et solidaire, un impératif



«Pour réussir la transition vers la transparence et booster la compétitivité du secteur, il faut aller jusqu'au bout du plan d'accélération industrielle, tout mettre en oeuvre, même ces petites lignes qu'on ne lit pas...», souligne Karim Tazi, président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement, Amith (Ph. Karim Tazi)

«L'ensemble du secteur textile s'engage à devenir le premier pourvoyeur d'emploi industriel urbain... si toutes les mesures sont là». A l'heure où d'éminents économistes proposent un nouveau modèle de développement pour le Maroc, Karim Tazi président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith) soumet, de son côté, sa vision qui permettrait un décollage vertical du secteur.

Le secteur pris entre l'étau de l'informel (un réservoir de 200.000 emplois) et les importations sauvages perd des milliers d'emplois par an sur le marché local, une hémorragie qui fragilise le secteur. Le salut ne peut venir que d'une vision plus

empathique et plus adaptée à la réalité du terrain, à condition que toutes les parties concernées y mettent du leur.

Pour rentrer dans les rangs, les acteurs locaux réclament aujourd'hui que le statut de l'auto-entrepreneur soit étendu aux TPME et TPE informelles. Une gageure pour les autorités compétentes et concernées. Le ministère de l'Industrie, «s'est montré très réceptif» aux doléances et demandé à l'Amith une étude complète pour peaufiner son approche. L'apport du fisc et de la douane seraient également essentiels.

Reste, aujourd'hui, les moyens à mettre en oeuvre pour intégrer l'informel dans les meilleures conditions, sachant que la «face occulte» de l'industrie emploie autant de personnes que dans le privé déclaré, (au total 400.000 emplois). En effet, si les opérateurs intégraient le circuit fiscal tel que conçu aujourd'hui, leurs produits deviendraient 30 à 40% plus chers, et faute de compétitivité, la fermeture serait fatale. L'Amith propose de tout remettre à plat lors des prochaines assises de la fiscalité.

- L'Economiste: Contrebande, informel, gap de compétitivité... l'industrie textile est minée par de nombreux freins. Quelles sont les mesures mises en place par l'Amith pour relancer le secteur ?

- Karim Tazi: La bataille primordiale aujourd'hui est celle que l'on doit tous mener ensemble pour un environnement des affaires plus sain. Notre objectif commun étant de sauvegarder l'emploi, dans une conjoncture laminée par la contrebande et la concurrence déloyale. Cela a conduit à la perte de près de 120.000 postes entre la période 2008-2014.

Toutefois, le secteur peut répondre au besoin critique de création de 221.000 postes sur la période 2018-2025 et dispose d'une capacité de formation déjà prouvée. Aussi, le premier pari de l'Amith est celui de la formation des RH, de l'innovation et de l'expertise. C'est indispensable. Aussi comptons nous lancer très prochainement, grâce à l'appui financier du ministère de l'Industrie, un nouveau centre technique, le Citeve dont la mission sera de suivre l'innovation dans le secteur et fournir accompagnement et expertise pour les entreprises (développer

de nouveaux savoir-faire grâce à un réseau mondial d'experts). Il s'agira également d'effectuer du testing, afin de pouvoir pénétrer de nouveaux marchés (mise en conformité avec les normes en vigueur partout dans le monde). L'objectif sera aussi d'assurer le delta de formation entre les lauréats de la formation professionnelle ou autres établissements pour assurer des spécialisations plus pointues. Former une nouvelle élite locale de RH et aussi d'entrepreneurs.

Ce projet, dont il faudra financer uniquement la montée en charge, nécessitera une enveloppe de 60 millions de DH, accordée par le MCI. Il s'autofinancera par la suite grâce à la contribution des acteurs. Le Citeve Maroc sera mis en place avec le concours des Portugais à l'origine de ce centre technique.

- Un environnement des affaires plus sain nécessite une batterie de mesures. Quels seraient, selon vous, les leviers à activer pour réduire les nuisances ?

- Pour concevoir un modèle économique viable, il faut taxer, geler, bloquer la contrebande comme font tous les pays pour protéger leurs industries. Cela nécessiterait une limitation forte de l'importation de produits finis formels et informels avec des mesures de protection tarifaires et non tarifaires. Il est également primordial de réviser les Accords de libre échange toxiques qui plombent le secteur. Cela permettrait d'améliorer la compétitivité des producteurs locaux formels.

Concernant la distribution locale, pour intégrer les TPE non déclarées, ou unités de production informelles (UPI) telles qu'elles sont aujourd'hui identifiées, la fiscalité doit être revue secteur par secteur, en prenant en compte la notion sociale et solidaire, et en s'inspirant du statut d'auto-entrepreneur. Les acteurs de l'informel doivent absolument être associés à ces négociations. C'est ce qu'ils ont réclamé lors de nos derniers contacts. Il faut voir les choses avec plus d'acuité. Il ne s'agit là de rien d'autre que d'économie sociale et solidaire et qu'il faudrait appréhender en tant que telle. Nous devons élaborer, tous ensemble, une vision empathique et inclusive de toutes les typologies d'acteurs.

Et en définitive, le secteur textile nécessite aussi un dispositif financier adapté, car à maturation longue.

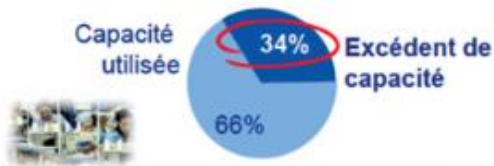
La recette pour booster l'emploi

1

Déploiement d'emplois textile pouvant être très rapide au vu du savoir-faire existant et des capacités installées sous-exploitées

Capacités de production installées sous-exploitées

Taux d'utilisation des capacités textiles*
Juin 2015



Secteur nécessitant un faible niveau d'investissement pour créer de l'emploi

Emplois créés par MDH investi



Déploiement de nouveaux emplois Textile pouvant être très rapide :

- Acteurs textile locaux disposants d'un véritable savoir-faire dans le secteur
- Capacité à former les nouveaux employés en quelques semaines et de les employer dès la première année
- Capacités de production excédentaires pouvant être exploitées immédiatement, sans investissement additionnel
- Disponibilité très rapide de machines textiles sur le marché international

(Source Amith, rapport de Naos Consulting)

* Industries textile, habillement et cuir
Source : Enquête mensuelle sur la conjoncture Bank Al-Maghrib, Juin 2015, analyses NAOS

NAOS
Consulting

Le textile représente un véritable gisement d'emploi. Raison pour laquelle, pouvoirs publics et Amith doivent se battre ensemble pour que les opérateurs de l'informel puissent aussi rejoindre les rangs. «Nous pourrions grâce à toutes les volontés réunies, créer encore plus de postes, former de nouvelles générations de profils RH et d'entrepreneurs, voire même de pouvoir intégrer une frange de ni-ni (ndlr: 2,7 millions de jeunes entre 15 et 29 ans aujourd'hui sans formation, et au chômage),...», indique Karim Tazi qui considère son appel comme celui d'un «militant associatif».

- Vous avez rencontré à plusieurs reprises les commerçants en colère à cause de l'ICE (Identifiant commun de l'entreprise) qui les pousserait «à sortir de l'ombre». Quels enseignements en avez-vous tiré?

- La dernière montée au créneau des commerçants contre l'ICE, place le textile au centre des débats, la plupart des protestataires provenant majoritairement de ce secteur. Cette manifestation contre la transparence a, pourtant, eu cela de bon: permettre aux deux parties de se découvrir (autorités et opérateurs), et surtout

d'identifier les raisons de la résistance à intégrer le circuit formel, alors que «sortir de la clandestinité» est le souhait de tous. Au regard de cette volonté, l'approche doit être adaptée pour gérer la transition du tout informel vers la transparence. D'ailleurs, bien avant les manifestations des acteurs locaux, Omar Faraj, DG des Impôts et Nabil Lakhdar, DG de la Douane étaient déjà disposés à gérer cette transition en associant les acteurs concernés.

- Le secteur est également malmené à l'export par l'UE...

- Dans l'agenda de nos priorités, nous misons particulièrement sur le volet export. Nous menons des négociations avec l'Union européenne pour la réforme des règles d'origine qui permettrait sans conteste de booster notre compétitivité sur l'Europe. Nous avons engagé des lobbyistes en Europe pour défendre notre position. Ce qu'il faut savoir, c'est que nous payons 12% de droits d'entrée sur le marché européen si le tissu utilisé n'est pas d'origine de l'UE. En revanche des pays comme le Bangladesh, le Cambodge, le Vietnam, la Turquie ou encore le Pakistan qui bénéficient de la règle de la simple transformation (la confection confère l'origine), ont réalisé leurs plus fortes croissances vers l'Europe. Aussi militons-nous auprès des instances concernées pour l'assouplissement de ces règles.

«Le tout PAI»

Quelle serait la recette de l'Amith pour devenir plus compétitif ? Pas de mystère pour le président de l'Amith. «Il faut aller jusqu'au bout du plan d'accélération industrielle, tout mettre en œuvre, même ces petites lignes qu'on ne lit pas...C'est une feuille de route complète qui doit être appliquée dans son ensemble. Les premiers résultats sont très encourageants : 37 milliards de DH à l'export, et 54.000 emplois engagés. Il faudra juste lui ajouter une dimension sociale et solidaire. Cela devrait permettre d'atteindre une masse critique d'acteurs amont/aval par filière pour booster la compétitivité et séduire davantage les investisseurs étrangers. Investisseurs qui réclament, comme l'indique le dernier Doing Business, une fiscalité compétitive et équitable ».

Propos recueillis par Radia LAHLOU



La corruption dans les pays exportateurs textile-habillement

Publié le 11 février 2019 [Modifier l'article](#) | [Voir les stats](#)



Jean-François Limantour

President of Evalliance

81 articles



Chaque année, Transparency International établit le classement de 180 pays en fonction d'un Indice de Perception de la Corruption (IPC) perçue dans les administrations et la classe politique. La corruption est définie comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel.

L'IPC est un indice composite construit sur la base de sondages d'experts réalisés par divers organismes indépendants. Les sondages utilisés pour établir l'IPC posent des questions en rapport avec l'abus d'un pouvoir officiel dans un intérêt personnel (par exemple, la corruption d'agents publics, les pots-de-vin dans le cadre de marchés publics, le détournement des fonds publics) ou des questions qui sondent la fermeté des politiques de lutte contre la corruption, incluant de ce fait la corruption administrative et la corruption politique. Le classement porte sur **180 pays**, notés sur une échelle de **0 (très corrompu) à 100 (non corrompu)**.

Le tableau ci-dessous fournit le classement 2017 et 2018 des principaux fournisseurs d’habillement de l’Union européenne. On constate que le Maroc et la Tunisie (73èmes) avec une note de 43 en 2018, la Turquie et l’Inde (78èmes) avec un score de 41, la Chine (87ème) et le Sri Lanka (89ème) figurent en milieu de peloton avec des scores corrects, sans plus, car inférieurs à la moyenne.

Classement des principaux fournisseurs d'habillement de l'UE				
	2017		2018	
Pays	Rang	Score	Rang	Score
Maroc	81	40	73	43
Tunisie	74	42	73	43
Turquie	81	40	78	41
Inde	81	40	78	41
Chine	77	41	87	39
Sri Lanka	91	38	89	38
Vietnam	107	36	117	33
Pakistan	117	32	117	33
Birmanie	130	30	132	29
Bangladesh	143	28	149	26
Cambodge	161	21	161	20
Source : Source : Transparency International, 2018 & 2019				

Les autres grands fournisseurs ont des scores mauvais ou très mauvais : le Vietnam, le Pakistan et surtout la Birmanie, le Bangladesh et le Cambodge qui n’obtient qu’une note de 20/100.

Il en est de même pour des fournisseurs de moindre importance tels que l’Ethiopie (107ème), l’Egypte (117ème) ou Madagascar (156ème)

Sanctions Squeeze Myanmar's Economy

A slowdown tied to the country's treatment of its Rohingya minority may open the door for China.

By [Philip Heijmans](#) Contributor Jan. 31, 2019, at 7:00 a.m

YANGON, MYANMAR — ALONG the cobblestone streets inside Bogyoke Aung San Market, the sprawling colonial-era shopping center that draws both local shoppers and international tourists, Zat is one of hundreds of vendors trying to entice shoppers. The bazaar offers goods and services ranging from antiques to clothing, from handicrafts to trading money on the black market.

The 30-year-old Zat says business at his family-run art shop has dropped sharply in the past year. Not long ago his shop would sell as many as seven paintings a day, he says. Today Zat says his family is lucky to sell one painting a day as customers are no longer interested in art depicting politician and Nobel Peace Prize laureate Aung San Suu Kyi, formerly a top seller at his shop.

Once an international icon of democracy who spent nearly 15 years under house arrest by the then-ruling military junta, Aung San Suu Kyi today draws criticism for her apparent inaction to the government's persecution of the Rohingya Muslim minority, refusal to acknowledge military massacres and defense of [government prosecutions of journalists](#). "Some artists are still making pictures of her, but mostly now they've stopped," Zat says.

The dwindling consumer appetite for portraits at Zat's shop is part of a larger economic slowdown in the country, one tied to Western criticism and

sanctions over the Myanmar government's alleged role in violence committed against the Rohingya and other ethnic minorities.

Investment and tourism from Western countries has significantly dropped in the past year, and looming future sanctions from Europe threaten the country's lucrative textile industry. Western sanctions against [Myanmar](#) may not have their intended consequences, observers say: The government is recalibrating its economic policies for a more regional approach, with a familiar patron of the past, China, poised to play an increasingly important role.

Both the [U.S.](#) and the [European Union](#) have leveled sanctions on Myanmar, a predominantly Buddhist country of 52 million people with more than 100 ethnic groups. Violence that began in 2016 in the country's western state of Rakhine has since pushed nearly 700,000 Muslim Rohingya to flee to neighboring Bangladesh in what U.N. investigators allege as the military's [continuing practice of genocide](#).

Myanmar's government has played down Western criticism in a bid to reassure investors of the potential of Myanmar's economy. Last autumn, however, the director of the country's investment directorate acknowledged that he had sorely underestimated the impact of Western action on the country's economy.

"I thought the government could easily resolve the problem," Aung Naing Oo, director general of the Directorate of Investment and Company Administration, said in September. "But two years later as a consequence of such events you can see FDI (foreign direct investment) in Myanmar is declining."

Investors from the West that were once in a wait-and-see pattern have since backed away, say several officials familiar with Myanmar's economy. Approved FDI in the first four months of the 2018 financial year, which began last April, reached just \$1.34 billion, down from \$3.14 billion during the same period a year before, according to DICA.

"The majority of Western countries have been trying to abandon us for some time because of the sentiment of those issues," says Hanta Myint,

chairman of the economic committee for Aung San Suu Kyi's ruling National League for Democracy, referring to the country's treatment of the Rohingya.

Tourism Woes

Prior to the Rohingya crisis, Myanmar's government projected that by 2020 the country would annually attract 7.5 million visitors. But now given the recent growth rates of the economy – now pegged at just 2 percent annually -- the country is not likely to reach 2 million, according to a [report](#) by the [Australia](#)-based Centre for Aviation.

The number of European tourists, one of the largest constituents of that sector, are down by as much as half, says Thet Lwin Toh, chairman of the Union of Myanmar Travel Association. "Although a potential destination, Myanmar has (suffered from) a negative media impact, especially from the situation in Rakhine," he says. "The country's image is declining."

Occupancy in hotels at popular tourist destinations such as Mandalay, Inle Lake and the Bagan archaeological zone have plummeted to as little as 20 percent, he says.

In September, Southeast Asian online travel guide Travelfish suspended its research into Myanmar as the situation in Rakhine has made the publication's continued support of Myanmar ["unconscionable," the site announced](#).

"Everyone in the industry was looking forward to tourism being so great this year," says May Myat Mon Win, general manager at the Chatrium Hotel in Yangon. "Unfortunately, then came the Rakhine situation. We could have done much better."

Worries Over the Garment Trade

Last October the [European Union announced](#) it would start a six-month review process of more sanctions: removing the country of tariff-free access to the world's largest trading bloc. The sanctions could devastate Myanmar's textile sector by putting as many as 450,000 garment workers out of work within four years, the European chamber of commerce, Eurocham Myanmar, said in a statement.

"A withdrawal will not only risk a slowdown or even a stop of current capacity building activities (in the garment industry), but most likely close the potential for new interventions," says Filip Lauwerysen, executive director at Eurocham Myanmar and secretary general of the European Business Organizations Network. Currently, 47 percent of Myanmar's garment exports are bound for the European Union, according to EuroCham Myanmar.

Lauwerysen says it is now virtually impossible to sell Myanmar as an investment destination. "The brand capital of Myanmar has been completely wiped off."

Citing Myanmar's worsening global trade relationships and the lingering impact of the Rohingya crisis, the World Bank last year downgraded overall economic growth half a percentage point to 6.2 percent for this fiscal year. Consulting firm Fitch Solutions Macro Research, meanwhile, is revising downward its expectation for construction growth this year, from 18.5 percent to 10.3 percent for the same reasons.

The loss in interest from Western investors comes as a blow to the large majority of the population who still do not have access to basic services like banking or electricity.

"In particular it's Western investment – the sort of investment we were really optimistic about like ... law firms, banks, financial institutions, customer services firms, McDonald's and Starbucks. A lot of those have not come," says Sean Turnell, special economic consultant to Aung San Suu Kyi.

Looking East

In a bid to replace lost foreign investment from the West, Myanmar is turning to countries such as [China](#) to fill the void. In October, [Reuters reported](#) that Myanmar signed an agreement with China's state-run investment firm CITIC Group to begin work on a \$1.3 billion deep-sea port in Rakhine State. Myanmar has also pledged to push forward the building of the China-Myanmar economic corridor under China's One Belt, One Road Initiative.

"Overall, we are now receiving some investment from ASEAN countries, especially China and [South Korea](#)," says Hanta Myint. "China in particular is trying to move into the country and now they are sending their scouts here."

Officials from the government did not respond to several interview requests, but the strategy is similar to what the country used when ruled by the junta – selling natural resources to China to lessen the impact of Western economic sanctions imposed for years of rights abuses.

With fewer Western investors coming to Myanmar, the private sector also is turning to regional neighbors, says May Myat Mon Win of Chatrium Hotel, who also is vice chairman of the Myanmar Tourism Federation.

"Tourism is practicing a 'Look East' policy to remedy the situation in the short term. We are trying to attract regional customers and regional travelers are increasing."

Myanmar strives to lure foreign investment

VNA TUESDAY, JANUARY 29, 2019 - 10:59:00 [PRINT](#)



State Counsellor of Myanmar Aung San Suu Kyi at the Invest Myanmar Summit in Nay Pyi Taw (Photo: EPA)

Hanoi (VNA) – State Counsellor of Myanmar Aung San Suu Kyi on January 28 urged global investors to pour their money into Myanmar, seeking to offset the negative impact of the Rohingya crisis and slow pace of economic reforms.

Speaking at a conference on investment in the capital Nay Pyi Taw, Suu Kyi touted Myanmar's economic potential, its attractive location, expanding domestic markets and young population. She also listed some reforms undertaken by the government since it came to power in 2016.

Investors still complain the government has focused on ending the country's myriad

armed conflicts, neglecting economic reforms and their needs.

The International Monetary Fund said last year its data indicated that some foreign investors were delaying final approval of projects until there was clarity about how the situation may unfold.

In addition, the EU is considering trade sanctions against Myanmar. The measures could include Myanmar's lucrative textile industry and put thousands of jobs at risk.

The World Bank said last month it expected Myanmar's gross domestic product to fall to 6.2 percent in the 2018-19 fiscal year from 6.8 percent the year before. It saw elevated downside risks from intensifying impacts of the Rakhine crisis, among other factors contributing to slowing growth. -VNA

Sri Lanka apparel exports cross US\$5bn with record US holiday season

Jan 30, 2019

ECONOMYNEXT- Sri Lanka's garment and textile exports in 2018 had grown 5 percent from a year earlier to 5 billion US dollars with a growth in both the US and European markets, the Joint Apparel Association Forum (JAAF) said.

JAAF data showed the US market growing 5.8 percent to 2.3 billion US dollars for Sri Lankan garment exporters, with the highest growth coming in March, August, September, November, and December.

Exports to the US in December were 218 million US dollars, up 6.9 percent from a year earlier. This was a historic high for December, breaking the 214 million US dollar record set in 2014.

Exports were higher despite Victoria's Secret, one of Sri Lanka's largest apparel customers, recording a 6 percent fall in sales for December, and a 2 percent fall in sales for 2018.

A report from credit card provider Mastercard showed the US having the best holiday season (October-December) retail sales growth in six years, with apparel sales growing 7.1 percent from 2017.

US Census Bureau advance monthly reports showed apparel sales growing in October and November, but December statistics were delayed due to the US federal government shutdown.

Sri Lankan apparel exports to the European Union (EU) in 2018 grew 3.9 percent to 2.1 billion US dollars.

Sri Lanka had regained the Generalised System of Preferences (GSP) Plus tariff benefit from the EU in July 2017.

The first 12 months benefit from the change ran from August 2017 till July 2018, during which exports grew at double digit rates in some months.

After July 2018, when the base effect of GSP Plus wore off, growth had slowed down to low single digits, with exports falling in August and September.

Exports to EU in December 2018 grew 1.6 percent to 188 million US dollars from a year earlier.

Apparel exports to other countries grew 5.6 percent to 658 million US dollars in 2018.

Exports to other countries fell 1.6 percent from a year earlier to 62 million US dollars.

The Sri Lanka Apparel Exporters Association said it is now focusing on other countries such as Brazil, China, and India for export growth, due to static markets in the US and Europe. (Colombo/Jan30/2019 - SB)

Jude Kirton-Darling: Sri Lanka must adhere to GSP+ standards

Written by **Jude Kirton-Darling** on 28 January 2019 in **Opinion**

The EU's Generalised Scheme of Preferences+ programme comes with appropriate conditions – these must be respected, writes Jude Kirton-Darling.



Jude Kirton-Darling | Photo credit: *European Parliament Audiovisual*

In May 2017, the EU reaffirmed Sri Lanka as a beneficiary of the EU's Generalised Scheme of Preferences+ programme – GSP+ - despite the fact that women's labour rights in the Sri Lankan textile industry are virtually non-existent.

With the textile industry one of the country's most important export sectors, and considering the protection of human rights is one of the EU's overarching objectives, this action seems counterintuitive.

The return of Sri Lanka's GSP+ status is a tacit approval of Sri Lanka's poor labour standards and systematic human rights abuses. Nearly 85 percent of the female population are garment workers, making up 71 percent of the textile industry. However, they do not receive a living wage.

According to the World Bank, they receive on average €0.55 per hour. In 2009, it was held that the minimum wage of garment workers was €50.31, whilst the living wage was €259.46.

The issue does not end there. According to a 2013 ILO report, women in the garment industry work six days a week, with mandatory overtime and minimal breaks.

They are fined for lateness, as well as for talking or having restroom breaks. Too often, workers need to sacrifice their lunch and bathroom breaks to meet production quotas.

Failure to meet the quotas leads to punishments, including working without pay, verbal abuse, sexual harassment and humiliation. Bathroom breaks are strictly controlled, with medical facilities minimal or non-existent.

“The return of Sri Lanka’s GSP+ status is a tacit approval of Sri Lanka’s poor labour standards and systematic human rights abuses”

Garment factories tend to be hostile towards trade unions, with little respect for labour law, or health and safety principles. In fact, these conditions have led many women in Sri Lanka to suffer from malnutrition.

The European Commission held that the GSP+ scheme “is conditional on Sri Lanka advancing human and labour rights and working towards sustainable development.”

This means that it must ratify and effectively implement 27 international conventions on human rights, labour conditions, environmental protection and good governance.

This also includes a commitment to implement the UN Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.

Although Sri Lanka has ratified some core labour conventions, such as the Discrimination (Employment and Occupation) Convention (C111), Freedom of Association Convention (C087) and Equal Remuneration Convention (C100), they are not effectively implemented.

The EU is Sri Lanka’s biggest export market, accounting for nearly one third of Sri Lanka’s global exports.

Its exports to the EU are dominated by textiles, accounting for 82 percent of Sri Lanka’s total exports to the EU in 2016.

The EU must uphold its promise that the re-inclusion of Sri Lanka into the GSP+ programme is dependent on the effective implementation of international human rights and core labour conventions.

The EU must guarantee that, if Sri Lanka is to retain its benefits, all working women receive a living wage, access to trade unions, normal working hours with their human rights and dignity respected.

The European Parliament has adopted a resolution on trade and gender equality, which called on the Commission to step up its actions in this respect.

The EU must conduct due diligence to ensure that female garment workers also benefit from the GSP+ status.

About the author

Jude Kirton-Darling (UK, S&D) is a member of Parliament’s International Trade Committee

H&M investit pour réduire ses stocks

DOMINIQUE CHAPUIS Le 31/01



« L'année a été difficile, mais certains signes indiquent que les efforts de la société commencent à porter leurs fruits », a jugé le PDG, Karl-Johan Persson. - Shutterstock

Le groupe suédois d'habillement vient d'ouvrir trois nouvelles plates-formes logistiques et il développe les ventes en ligne. Le bénéfice net a chuté de 22% l'an dernier.

En pleine transformation, le géant de l'habillement H&M boucle un exercice compliqué. Son bénéfice net a chuté de 22 % en 2018, à 12,7 milliards de couronnes (1,2 milliard d'euros). Le chiffre d'affaires a progressé, lui, de 5 %, à 210,4 milliards de couronnes (23,2 milliards d'euros). « L'année a été difficile, mais certains signes indiquent que les

efforts de la société commencent à porter leurs fruits », a souligné son **PDG**, Karl-Johan Persson.

Etranglé par de lourds stocks depuis des années , le groupe a investi dans trois nouveaux centres logistiques, qui ont ouvert en fin d'année, soit 230.000 mètres carrés. Ce qui devrait accélérer les livraisons aux clients, sur la base d'un assortiment plus large, en particulier pour répondre aux commandes faites sur internet. Un canal sur lequel H&M a pris du retard sur ses concurrents. « *Tous les marchés en ligne de H&M passent désormais par notre nouvelle plate-forme en Allemagne* », précise le groupe. L'Allemagne est le **premier marché** de l'enseigne à petits prix, suivie par les USA, le Royaume-Uni et la Chine. Le coût de mise à niveau de ces systèmes logistiques s'est élevé à quelque 560 millions de SEK (54 millions d'euros) au dernier trimestre.

Hausse des ventes en ligne

Le suédois veut poursuivre l'intégration entre ses boutiques physiques et le e-commerce . Ses ventes en ligne ont augmenté de 22 % l'an dernier, et pèsent désormais 14,5 % du chiffre d'affaires. Le site est accessible dans 47 pays, auxquels le Mexique et l'Egypte vont s'ajouter en 2019. « Au quatrième trimestre, au Royaume-Uni, la croissance des ventes en ligne de 38 % a compensé une baisse de 1 % des ventes en magasin », indique le PDG du groupe. Pas de pause en Chine, où les ventes de H&M ont bondi de 24 %, mais « *les Etats-Unis et la Norvège ont été plus difficiles* », poursuit le dirigeant. L'enseigne, qui compte déjà 4.900 boutiques à travers le monde, prévoit 175 ouvertures nettes cette année.

H&M a aussi revu ses collections, avec des articles combinant « qualité, mode et durabilité ». Ce qui lui a permis de séduire ses clients, qui n'ont pas attendu les soldes pour se les offrir. Les démarques ont ainsi été limitées. « *Ces signaux positifs confirment que nous réalisons des progrès dans tous nos domaines d'intervention stratégiques* », a souligné Karl-Johan Persson.

Hosni Boufaden (président de la FTTH) : « Nous exportons nos vêtements au tiers de leur valeur réelle ! »

Par [Webdo](#) - [Tunis-Hebdo](#) 5 février 2019 - 15:34



- **Au lieu de vendre à la France un costume à 38 euros, on le vend à 13 euros !»**



Hosni Boufaden (président de la FTTH)

Lors du Congrès annuel de la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH) qui s'est tenu du 27 janvier au 1er février 2019 à Sousse, le chef du Gouvernement, Youssef Chahed, est revenu sur la nécessité de réformer le secteur du textile afin qu'il puisse générer quatre milliards d'euros d'exportation à l'horizon 2023.

Nos politiques sont passés maîtres dans l'art d'embobiner les gens en avançant les recettes astronomiques que la Tunisie fera, d'ici quelque temps, dans tel ou tel secteur.

On a prêté au secteur «textile et habillement» qu'il exportera pour 4 milliards d'euros (13, 3 milliards de dinars) d'ici quatre ans.

Nul besoin d'avoir une licence en économie pour savoir qu'il est inutile d'évoquer la valeur des exportations sans mentionner celle des importations. Car à quoi bon vendre pour quatre milliards, si l'on achète pour cinq ? Passons au crible l'historique chiffré de ce secteur...

En perte depuis la révolution, le secteur du textile et de l'habillement tente, un tant soit peu, de s'en sortir, malgré la concurrence déloyale du marché turc, les ravages du chômage et la mauvaise gestion du ministère de tutelle.

D'après les chiffres de l'Institut national de la statistique (INS), la balance commerciale des produits «textile et habillement» est, certes, excédentaire depuis 2013, mais elle ne fait que diminuer d'année en année.

En 2013, nous avons exporté pour 6227,2 millions de dinars (MD) et importé pour 4473,4 MD, soit un taux de couverture de 139%. Ce taux n'a pas cessé de diminuer au cours de ces dernières années pour atteindre 134% en 2014, 129% en 2015, 126% en 2016 et 123% en 2017. A ce rythme, les importations du secteur «textile et habillement» excéderont les exportations d'ici 2025.

Hosni Boufaden, président de la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH), a bien voulu nous expliquer les tenants et les aboutissants de ce congrès et nous éclairer sur la situation actuelle du secteur : «L'objectif des 4 milliards d'euros d'exportations n'est pas une simple estimation des recettes en terme de quantité, mais une remise en question du secteur afin de récupérer ce manque à gagner qui nous échappe depuis tant d'années.

Cela s'inscrit dans le cadre d'un pacte sectoriel et de la mise en place d'une série de mesures que la Fédération a présentée à M. Chahed lors de ce congrès».

M. Boufaden nous a, par la suite, donné un aperçu de la situation actuelle : «En 2018, nous avons exporté pour 2,36 milliards d'euros pour un taux de couverture de 126%, ce qui est assez faible. L'ennui c'est que nous ne faisons que de la sous-traitance en Tunisie.

Par sous-traitance j'entends la couture, qui est l'étape finale de la conception du vêtement. Or, cette sous-traitance ne représente que 30% du coût global du produit. Le fait d'importer de Turquie les matières premières nécessaires à la fabrication de nos articles nous fait perdre plus de 70% de notre chiffre d'affaires.

Au lieu de vendre à la France un costume à 38 euros, on est obligé de le vendre au prix du travail à façon, soit 13 euros !»

Le président de la FTTH a conclu par une petite note d'optimisme : «Il est grand temps d'envisager la création d'une industrie en amont de la filière de sous-traitance pour nous libérer de ces importations onéreuses.

Dans cette optique, dix projets de développement de tissus ont été présentés au Premier ministre afin d'augmenter notre chiffre d'affaires de plus de 2 milliards d'euros d'ici 2023.»

Mohamed Habib LADJIMI
Tunis-Hebdo du 04/02/2019

Relance du textile-habillement : des ambitions fortes mais des défis majeurs

Par **Ridha Lahmar** Publié le 8 février 2019 -

Le taux de croissance global de notre pays reste mou et lent, alors que nous disposons de fortes potentialités de développement dans des secteurs d'activité à forte densité de main-d'œuvre, comme le textile-habillement ou à haute valeur ajoutée comme les industries pharmaceutiques.

Cependant, il y a des obstacles à écarter et des conditions à ménager pour atteindre les objectifs assignés. d'où la conception par le conseil des analyses économiques de pactes de compétitivité entre l'Etat et certaines professions.

En effet, depuis sept ans, le secteur textile-habillement a enregistré une régression des exportations de 30% : cela s'est soldé par la perte de 40.000 emplois et la fermeture de 400 entreprises.

En juin 2017, le gouvernement a adopté 22 mesures dans le cadre d'un plan de relance, où en contrepartie de plusieurs mesures incitatives, les professionnels du secteur s'engagent à investir de façon massive et ciblée pour créer de la valeur ajoutée et de l'emploi, à innover, avec la promotion de l'export et la conquête de nouveaux marchés.

Il faut dire qu'en 2018, le secteur a repris quelque peu son souffle avec création de 16.000 emplois et croissance des exportations de 2,8% en Europe par rapport à 2017, même si en dinars tunisiens, c'est seulement 18% de plus.

Il y a lieu de remarquer que l'historique de l'évolution du secteur est marqué par des soubresauts multiples dont nous donnons un bref aperçu.

C'est la loi 72 relative aux sociétés offshores qui a favorisé l'expansion du secteur avec l'implantation des grandes enseignes du prêt-à-porter européen pour la sous-traitance en matière de confection. Des centaines de chefs d'entreprises tunisiens ont créé des ateliers de confections dans plusieurs villes du Cap Bon et du Sahel, recrutant des centaines de couturières pour vendre à l'export du "coût-minute", bon marché.

Le secteur du textile a connu des difficultés sérieuses avec fermetures d'usines et mises au chômage de milliers de salariés lorsqu'il a fallu mettre fin à l'accord multi-fibres en l'an 2000 au niveau mondial. L'adoption d'un programme de mise à niveau

des entreprises du secteur s'est imposée : il a fallu adopter la co-traitance avec les enseignes européennes, concevoir des collections complètes, innover sur le plan modélisme-stylisme et monter en gamme en matière de création avec adoption de nouvelles technologies de coupe.

Les objectifs assignés au plan de relance du secteur du textile-habillement 2019-2023 sont très ambitieux : il s'agit de hisser le secteur au niveau de leader des exportations avec 4 milliards d'euros de recettes par an, et création de 50.000 emplois pour atteindre au total 200.000 salariés.

La valeur ajoutée du secteur devrait au terme de 2023 atteindre la performance de 40% alors qu'elle n'est que de 10%.

Pour éclairer encore plus l'orientation à prendre, le ministère de l'Industrie et des PME a décidé de lancer une étude stratégique relative au diagnostic actuel du secteur, son positionnement international et les solutions relatives à sa restructuration et son développement pour un coût de 1 million de dinars. Objectif : promotion d'une technologie et d'une forte valeur ajoutée à l'export.

En quoi consisterait le pacte de compétitivité du secteur en cours de préparation entre le CAE et la Fédération patronale du textile-habillement ? Il se compose de 6 volets.

D'abord, la mise en place d'un nouveau modèle de gouvernance du partenariat public-privé avec création d'un conseil stratégique, création d'un fonds dédié au développement du secteur. Ensuite, le lancement de dix projets stratégiques d'intégration du secteur avec identification de dix partenaires de premier plan. Il s'agit de concevoir et de développer une offre territoriale adaptée aux projets d'infrastructure et de formation avec des incitations spécifiques aux porteurs de projets.

Il est nécessaire également de mettre au point un plan de promotion par filière (prêt-à-porter, bonneterie, textile technique...) Il s'agit de faire briller l'image du secteur pour attirer la clientèle.

Mais aussi, mettre au point une formation co-construite entre l'Administration de la formation professionnelle et la profession pour chaque filière.

Il y a lieu de reconnaître que le taux d'encadrement dans le secteur est très faible, soit 4%, alors que des milliers d'offres d'emploi ne trouvent pas preneur dans un pays où le taux de chômage dépasse 15%.

Le pacte consiste aussi à mettre à la disposition des promoteurs de projets, une offre de lots de terrains bien équipés, avec des infrastructures logistiques performantes, conformes aux standards internationaux : zones industrielles "nouvelle génération",

stations d'épuration, plates-formes portuaires et logistiques bien équipées, laboratoires d'essais et showrooms.

Enfin, des incitations spécifiques doivent être décidées : tarifs préférentiels pour l'électricité, rationalisation des importations, taux bonifié d'intérêt sur crédits bancaires. Il y aurait actuellement 700 déclarations d'intention d'investissement dans le secteur, dont 65% sont des créations, le reste porte sur des extensions.

Quelles sont les conditions de réussite de ce projet ? Tout dépend de la rapidité de la mise en œuvre de tout ce dispositif, l'effet d'annonce doit être suivi par des actes concrets de la part des pouvoirs publics, or l'Administration tunisienne est connue pour ses lenteurs, son inertie et ses complexités.

Le facteur confiance prime chez les investisseurs, encore faut-il qu'il y ait une stabilité politique et une paix sociale.

Le laxisme vis-à-vis des importations légales et illégales doit cesser, car c'est un facteur majeur qui dissuade les investisseurs. Il faut des signaux forts de la part de l'Etat pour convaincre les promoteurs. Où sont-ils ?



Si ce plan marche, le textile-habillement sera requinqué

par **Nadia Bentamansourt** - 29/01/2019 16:00



Le textile-habillement est devenu ces dernières années un secteur précaire, qui n'est pas au diapason des changements internationaux. Cette précarité est expliquée, selon les professionnels du métier, par de nombreux facteurs dont notamment sa faible compétitivité qui ne lui permet pas de faire face à la concurrence mondiale, principalement les marchés européens et asiatiques.

Aujourd'hui, le poids du secteur impose au gouvernement de rechercher les moyens de résoudre ses problèmes structurels et conjoncturels, d'améliorer les conditions de vie des ouvrières du textile, tout en œuvrant à repositionner le textile tunisien sur le marché mondial, en favorisant une meilleure intégration et une montée en gamme de cette filière.

C'est dans ce contexte que le plan de relance du secteur du textile & habillement (2019-2023) a été lancé depuis 2018. Il vise à instaurer un modèle de gouvernance public-privé adapté au secteur du textile et à lancer une dizaine de projets stratégiques d'intégration.

Selon les données dévoilées par la FTTH (Fédération tunisienne du textile et de l'habillement), ce projet a été élaboré par l'organisation, en collaboration avec le Conseil d'analyse économique (CAE), relevant de la présidence du gouvernement

S'articulant autour de six grands axes, ce plan prévoit, également, une promotion accentuée du secteur sur les marchés traditionnels et nouveaux, une formation co-construite (professionnels-dispositif de formation) adaptée aux filières, l'amélioration des infrastructures et l'instauration de mesures incitatives spécifiques.

Il s'inscrit, en effet, dans le cadre du Plan de relance économique 2019-2020, élaboré par le CAE et présenté au chef du gouvernement en septembre 2018.

Lequel plan comporte 100 mesures de relance à deux dimensions (croissance et emplois/inclusion sociale et régionale).

Le Plan de relance du secteur du textile & habillement prévoit dans son premier axe relatif à la gouvernance la mise en place d'un conseil national stratégique du secteur du textile, le lancement d'un fonds dédié au développement du secteur dont l'enveloppe de départ sera de 50 millions de dinars (MD), assumée en partie (10 MD) par les privés, et la création d'une instance de pilotage de l'exécution de ce plan.

Hausse du volume des exportations de T&H en 2018

Selon des statistiques récemment communiquées par le département de l'industrie, les exportations du secteur textile ont cru, en 2018, de 18% en dinars, et de 3,5% en euros, par rapport à l'année 2017. Les intentions d'investissement ont augmenté de 40% en 2018, permettant la création de 16500 emplois.

On rappelle également qu'en 2010, ce secteur employait 210.000 personnes en 2014 l'effectif a régressé de 16% à 180.000 personnes. 30 mille emplois ont été ainsi détruits.

Au cours de la même année, il y avait 2150 sociétés opérant dans le secteur. En 2014, elles ne sont plus que 1760, soit une baisse de 22%.

En 2010, la Tunisie était le 5^e fournisseur en vêtements de l'Union européenne. En 2014, elle a perdu quatre positions. Désormais, nous sommes 9^{ème} !

La Tunisie toujours pays à risque élevé pour la Coface

par African Manager - 08/02/2019 18:08



Le groupe français et référence mondiale de l'assurance-crédit Coface, vient de confirmer la note C de risque élevé de la Tunisie et la notation B pour l'environnement des affaires. Cela signifie que les perspectives économiques et financières sont très incertaines, que le contexte politique peut être très instable, que l'environnement des affaires est très difficile, que la probabilité moyenne de défaut des entreprises est très élevée et le recouvrement des créances est parfois difficile. Cela veut dire aussi que les institutions présentent certaines fragilités et que les entreprises évoluent dans un cadre instable ou peu performant, ce qui est un facteur de risques à prendre en compte pour les transactions interentreprises.

Au rang des points forts qui méritent d'être soulignés, Coface cite la facilité élargie de crédit du FMI, une économie en cours de diversification, la proximité du marché européen et l'accord d'association avec l'UE, le potentiel touristique et la production minière notamment les phosphates et le pétrole. En revanche, elle pointe, au titre des points faibles, les fortes inégalités sociales et géographiques, le taux de chômage élevé, principalement chez les jeunes, le secteur touristique « confronté aux problèmes politico-sécuritaires et à une concurrence accrue », des tensions sociales conduisant à la multiplication des manifestations et des troubles sociaux, les déséquilibres structurels des comptes publics et extérieurs et augmentation significative de l'endettement extérieur et une situation politique instable.

La croissance s'affermi

Tout cela n'a pas empêché la croissance de l'économie tunisienne de s'affermir en 2018, grâce, en premier lieu, à la reprise du tourisme, longtemps sinistré, qui a permis d'accroître la contribution du tertiaire à l'activité. Les industries manufacturières orientées vers l'exportation et, tout particulièrement, les branches électriques et mécaniques ont également enregistré de bonnes performances en bénéficiant notamment d'un regain de compétitivité grâce à la dépréciation du dinar et à une demande extérieure robuste.

La modération de la croissance en zone euro, principale partenaire commerciale de la Tunisie ne devrait avoir que peu d'effet sur l'activité en 2019, prévoit la Coface qui estime que la croissance devrait encore s'affermir. La demande intérieure demeurera vigoureuse grâce au dynamisme de l'investissement public et privé. De nouvelles mesures en faveur des entreprises devraient compléter la réforme de la loi de promotion de l'investissement, dont une baisse du taux d'imposition pour les sociétés de 25 % à 13,5 % et le doublement du fonds en faveur des secteurs d'exportations (électronique, automobile, textile, agro-industrie). S'y ajoutent les exonérations fiscales pour les entreprises nouvellement créées. L'État prévoit, en outre, l'accroissement de l'enveloppe budgétaire dédiée à l'investissement en infrastructure. Plusieurs projets ont été évoqués, parmi lesquels la construction du pont de Bizerte, et de trois nouveaux barrages à Satta, Khalled et Raghay.

Inflation toujours élevée

Toutefois, la consommation des ménages resterait, cependant, atone, plombée par une inflation toujours élevée. La banque centrale devrait poursuivre le resserrement de la politique monétaire entamé en 2018, ce qui devrait légèrement contenir la hausse des prix, souligne la Coface.

L'assureur-crédit mondial note que la consolidation des finances publiques menée avec l'appui du Fonds monétaire international jumelée à la reprise de l'activité ont conduit à la baisse du déficit public en 2018. Les mesures fiscales de la loi de finance 2018, ainsi que le renforcement du recouvrement et des arriérés d'impôts ont contribué à une hausse des recettes, alors que les dépenses courantes sont restées inférieures à celles prévues par le gouvernement. Le projet de loi de finance de 2019 fixe l'objectif de déficit public à 3,9 % du PIB avec une hypothèse de croissance à 3,1 %. De meilleures perspectives économiques et un élargissement de la base fiscale devraient engendrer un léger accroissement des recettes budgétaires, mais les dépenses devraient être plus importantes que prévu, 2019 étant une année électorale. Dans ce contexte la dette publique ne devrait pas s'alléger.

Comptes courants « précaires »

La Coface juge « préoccupante » la situation des comptes extérieurs tunisiens en raison du cours élevé du brut et du renchérissement des importations. Même si les hausses attendues des revenus du tourisme et des recettes d'exportations (les industries électriques et mécaniques) devraient permettre de réduire le déficit courant, la situation des comptes extérieurs tunisiens restera précaire. Le taux d'endettement extérieur est significatif et approche 90 % du PIB. Le décaissement des échéances de dette externe, cumulé au paiement du service de la dette continueront de faire pression sur les réserves de change dont le niveau est resté en dessous de trois mois d'importation en 2018. Le dinar tunisien dont la valeur s'est nettement dépréciée depuis le début de l'année 2018 devrait subir des pressions à la baisse, ce qui ne sera pas sans conséquence sur le poids de la dette externe et l'inflation. La banque centrale tunisienne s'est engagée auprès du FMI à poursuivre la flexibilisation du taux de change, notamment par le biais d'appels d'offres concurrentiels, rappelle la Coface.

Une classe politique « morcelée »

S'agissant enfin du volet politique, la Coface relève que « les dissensions entre le parti présidentiel Nidaa Tounes et le chef du gouvernement sont venues alourdir le climat de crise politique et ont fragilisé le gouvernement de Youssef Chahed... qui a continué de bénéficier de l'appui de la Coalition nationale formée autour du chef du gouvernement et soutenue par Ennahda ».

Quatre ans après les élections présidentielles qui ont pérennisé les acquis de la révolution, la classe politique tunisienne n'a jamais été autant morcelée, constate l'assureur-crédit. Cette reconfiguration de l'échiquier politique devrait continuer de nourrir un climat d'incertitudes dans un contexte de mobilisation sociale toujours croissante portée par les centrales syndicales dont l'Union générale tunisienne du travail, prévoit-t-il qui ajoute que c'est dans ce paysage politique « de plus en plus fragmenté » que devront s'organiser les élections présidentielle et parlementaire prévues pour décembre 2019.

La Commission européenne douche les espoirs de la Tunisie, maintenue dans sa liste noire

par [Mohamed Lahmar](#) - 13/02/2019 17:57



On s’y attendait le moins, la Commission européenne n’a pas extrait la Tunisie de la liste noire des pays présentant des carences stratégiques dans leurs cadres de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Pourtant, des responsables tunisiens prenaient pour quasiment acquis une sortie de cette liste comprenant désormais 23 pays tiers dont la composition a été rendue publique ce mercredi.

Il s’agit, selon la CE, de protéger le système financier de l’Union européenne en prévenant plus efficacement le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. À la suite de l’inscription sur la liste, les banques et autres entités relevant du champ d’application des règles de l’UE en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux seront tenues d’appliquer des contrôles renforcés («vigilance») pour les opérations financières concernant les clients et les établissements financiers provenant de ces pays tiers à haut risque, afin de mieux détecter les flux de capitaux suspects, explique un communiqué de la Commission européenne.

Věra Jourová, commissaire pour la justice, les consommateurs et l’égalité des genres, a indiqué à ce sujet qu’il a été procédé à la mise en place des normes les plus strictes au monde en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, mais, a-t-elle ajouté, « nous devons veiller à ce que l’argent sale provenant d’autres pays ne se retrouve pas dans notre système financier.

L'argent sale est le moteur de la criminalité organisée et du terrorisme ». Elle a au demeurant invité les pays figurant sur la liste à « remédier rapidement à leurs carences », tout en promettant que la Commission est « disposée à collaborer étroitement avec eux afin de résoudre ces problèmes dans notre intérêt mutuel.»

Les critères à remplir

La liste a été établie sur la base d'une analyse de 54 pays et territoires prioritaires, qui a été effectuée par la Commission en consultation avec les États membres et rendue publique le 13 novembre 2018. Les pays évalués remplissent au moins l'un des critères suivants, à savoir qu'ils ont une incidence systémique sur l'intégrité du système financier de l'UE, qu'ils sont considérés par le Fonds monétaire international comme des centres financiers offshore internationaux, et qu'ils ont une pertinence économique pour l'UE et des liens économiques solides avec cette dernière.

Pour chaque pays, la Commission dit avoir évalué le niveau de menace réelle, le cadre juridique et les contrôles mis en place pour prévenir les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, ainsi que leur mise en œuvre effective. Elle ajoute qu'elle a également pris en considération les travaux du Groupe d'action financière (GAFI), l'instance normative dans ce domaine au niveau international.

La Commission a conclu que 23 pays présentent des carences stratégiques dans leurs régimes de lutte contre le blanchiment de capitaux/le financement du terrorisme, dont 12 pays figurant sur la liste du GAFI et 11 pays et territoires supplémentaires. Certains des pays figurant sur la nouvelle liste se trouvent déjà sur la liste actuelle de l'UE, qui comprend 16 pays dont la Tunisie.

La Commission précise que la liste a été adoptée sous la forme d'un règlement délégué. Celui-ci sera à présent soumis au Parlement européen et au Conseil pour approbation dans un délai d'un mois (avec une prolongation éventuelle d'un mois). Une fois approuvé, le règlement délégué sera publié au Journal officiel et entrera en vigueur 20 jours après sa publication.

Quelle voie de sortie ?

Elle assure qu'elle poursuivra son dialogue avec les pays considérés comme présentant des carences stratégiques dans le présent règlement délégué et œuvrera en particulier en vue d'établir les critères relatifs au retrait de la liste. La liste permet aux pays concernés de mieux cerner les domaines à améliorer afin d'ouvrir la voie à un éventuel retrait de la liste une fois les carences stratégiques éliminées, ajoute-t-elle.

La Commission suivra les progrès accomplis par les pays figurant sur la liste, continuera à suivre les pays faisant l'objet d'un examen et commencera à évaluer des pays supplémentaires, conformément à sa méthode publiée. Elle actualisera cette liste en conséquence. Elle s'emploiera également à améliorer sa méthode au besoin, à l'aune de l'expérience acquise, en vue de garantir une identification effective des pays tiers à haut risque ainsi que le suivi nécessaire, affirme enfin le communiqué de la Commission européenne.

Il est à noter que la nouvelle liste publiée ce mercredi remplace la liste actuelle en place depuis juillet 2018. Elle comprend les 23 pays et territoires suivants : Afghanistan, Samoa américaines, Bahamas, Botswana, République populaire démocratique de Corée, Éthiopie, Ghana, Guam, Iran, Irak, Libye, Nigeria, Pakistan, Panama, Porto Rico, Samoa, Arabie saoudite, Sri Lanka, Syrie, Trinité-et-Tobago, **Tunisie**, Îles Vierges américaines, Yémen.

National Cotton Council (NCC): Ongoing Trade Tensions Between The U.S. And China Creating Uncertainty In The World Economy And Global Cotton Market

February 9, 2019

MEMPHIS, Tenn. — February 9, 2019 — National Cotton Council economists point to a few key factors that will shape the U.S. cotton industry's 2019 economic outlook. This past year can be characterized as a year with significant uncertainty and volatility in the global economy and the world cotton market. For this outlook, the ultimate fate of the tariffs is a significant wildcard impacting the global market. Based on the positive statements resulting from the recent negotiations, the NCC assumes that the additional tariffs being imposed by the two countries will be removed in advance of the 2019 marketing year.

In her analysis of the NCC Annual Planting Intentions survey results, Campiche said the NCC projects 2019 U.S. cotton acreage to be 14.5 million acres, 2.9 percent more than 2018. However, it is important to note that although the survey results suggest a slight increase in acreage, the increase is largely the result of weaker competition from soybeans.

Overall abandonment is projected to be lower in 2019 because most regions currently have adequate moisture levels. With abandonment assumed at approximately 10 percent for the United States, Cotton Belt harvested area totals 13.0 million acres. Using an average 2019 U.S. yield per harvested acre of 840 pounds generates a cotton crop of 22.7 million bales, with 21.9 million upland bales and 782,000 extra-long staple bales. U.S. cottonseed production is projected to increase to 7.0 million tons in 2019.

Regarding domestic mill cotton use, the NCC is projecting a modest increase of U.S. mill use to 3.25 million bales in the 2019 crop year. As the single largest user of U.S. cotton, U.S. mills continue to be critically important to the health of the cotton industry. In the face of rising textile imports from Asian suppliers, the U.S. textile industry has focused on new investment and technology adoption in order to remain competitive.

Campiche noted that export markets continue to be U.S. raw fiber's primary outlet. World trade is projected to be higher in the 2018 marketing year, but the trade tensions and increased competition from other major exporting countries has led to a decline in the U.S. trade share. Despite the decline, the U.S. will remain the largest exporter of cotton in 2018. U.S. exports are projected to reach 15.0 million bales in the 2018 marketing year.

Prior to the implementation of tariffs, the United States was in a prime position to capitalize on the increase in Chinese cotton imports. With the imposition of the 25.0 percent tariff, China has turned to other suppliers during the 2018 marketing year, allowing Brazil, Australia, and other countries to gain market share. Vietnam is currently the top export market for the 2018 crop year, followed by China and Mexico.

China is projected to consume 40.5 million bales in 2018. For the 2018 crop year, China is expected to import 7.5 million bales, which is 1.8 million bales higher than in 2017. The gap between China's cotton consumption and production is currently around 13 million bales. From 2015-2018, the gap was filled with reserve sales and a small level of imports. The reserve stock level now is considered to be approaching a normal or maintainable level, and China is expected to increase imports in 2019.

Assuming a resolution to the U.S.-China trade dispute, China is expected to increase mill use in 2019 to 41.4 million bales. With a further reduction in stocks for the 2018 crop year, China's imports are expected to increase in the 2019 crop year to 11.1 million bales. Chinese stocks are projected to fall by 4.2 million bales during the 2019 marketing year to 28.2 million bales. With a resolution to the U.S.-China trade dispute, the United States is expected to

export more cotton to China in the 2019 marketing year and gain back some market share.

U.S. exports are projected to increase to 17.4 million bales in the 2019 marketing year. If realized, it would represent the 2nd highest level of U.S. exports, second only to the 2005 marketing year. When combined with U.S. mill use, total offtake falls short of expected production, and ending stocks are projected at 6.1 million bales. In absolute terms, stocks would be the highest since the end of the 2008 marketing year. A stocks-to-use ratio of 29.4 percent would be the highest since the 2015 marketing year.

Campiche said world production is estimated to increase by 7.0 million bales in 2019 to 125.5 million bales, which would be the highest level since the 2011 crop. World mill use is projected to increase to 126.5 million bales in 2019. Ending stocks are projected to decline by 1.3 million bales in the 2019 marketing year to 74.2 million bales, resulting in a stocks-to-use ratio of 58.7 percent. Stocks outside of China are projected to increase to a record level in 2019.

Based on the underlying assumptions and resulting cotton balance sheet, the level of stocks outside of China in the 2018 marketing year along with higher projected production in 2019 may contribute to a more bearish tone for cotton prices in the coming year. However, the increase in world trade due to higher Chinese imports along with a resolution to the U.S.-China trade dispute could provide some price support.

As with any projections into the future, there are uncertainties and unknowns that can change the outcome. For the coming year, a key factor affecting the U.S. cotton industry is the ongoing U.S.-China trade dispute and the 25 percent tariff on U.S. cotton imported into China.

Under a scenario with tariffs remaining in place, the projected expansion in world trade and the opportunity to backfill trade into other markets would allow U.S. exports in the 2019 marketing year to increase from 2018, but not to the extent as expected in the absence of tariffs. The longer-term

imposition of tariffs also would dramatically increase the likelihood of permanent losses in market share in China.

Posted February 9, 2019

Scientists develop air-conditioning clothes that regulate heat

, February 8, 2019

WASHINGTON, Feb. 7 (Xinhua) -- American scientists developed a fabric that can automatically regulate the amount of heat that passes through it.

The study published on Thursday in the journal *Science* showed that the fabric allowed infrared radiation to pass through when conditions are warm and moist.

When conditions become cooler and drier, the fabric reduces the heat that escapes, according to the study.

The fabric is made of specially engineered yarn coated with a conductive metal. Under hot, humid conditions, the strands of yarn become compact and change the way the fabric interacts with infrared radiation.

"This is the first technology that allows us to dynamically gate infrared radiation," said the paper's corresponding author Wang Yuhuang, a professor of chemistry and biochemistry at the University of Maryland.

Fibers are created with two kinds of synthetic materials: one absorbs water and the other repels it.

Those fibers will warp when exposed to humidity, bringing the yarn strands closer and opening the pores in the fabric. Then, the yarn distortion allows heat to escape and changes properties of the carbon nanotubes coating the strands to block infrared radiation.

The reaction is almost instant, so before people realize they're getting hot, the garment could already be cooling them down, according to the study.

On the other side, as a body cools down, the dynamic gating mechanism works in reverse to trap in heat.

"This pioneering work provides an exciting new switchable characteristic for comfort-adjusting clothing," said Ray Baughman, a professor of chemistry at the University of Texas who was not involved in the study. Enditem

Levi's revient à Wall Street pour conquérir la Chine



Par [Anne-Sophie Cathala](#)

Publié le 13/02/2019 à 20h11

L'inventeur de l'emblématique 501 veut réduire sa dépendance au marché américain.

Trente-cinq ans après être sorti de Wall Street, Levi Strauss prépare son come-back à la Bourse de New York. L'inventeur de l'emblématique 501 a lancé mercredi une procédure d'introduction en Bourse (IPO). La société a dégagé sur son exercice clos fin novembre 5,575 milliards de dollars de chiffre d'affaires (+ 13,7%) pour 283 millions de bénéfice net. Mimi Haas et Margaret Haas, descendants du fondateur Levi Strauss et principaux actionnaires de la société, qui avaient décidé son retrait de la Bourse en 1984, après treize ans de cotation, ont choisi d'y revenir.

Le groupe envisage de réaliser des acquisitions, mais uniquement «de façon opportuniste»

Le groupe, propriétaire des marques Levi's, Dockers, Signature by Levi Strauss & Co. et Denizen, espère lever jusqu'à 100 millions de dollars (88,5 millions d'euros). C'est pour le moment loin des montants évoqués en novembre par la chaîne américaine CNBC, qui évoquait 600 à 800 millions de dollars, pour une valorisation de près de 5 milliards. Mais selon les experts, le montant finalement levé pourrait être bien plus élevé.

Goldman Sachs, JPMorgan, BofA Merrill Lynch et Morgan Stanley font partie des banques chargées de l'opération. Levi Strauss prévoit d'être coté à Wall Street sous le symbole «LEVI». L'introduction en Bourse d'une société aussi emblématique sera scrutée de près, alors que le secteur est en pleine crise.

L'intérêt est d'autant plus vif qu'à 166 ans, Levi Strauss, créé en 1853 à San Francisco par un entrepreneur d'origine bavaroise, est très offensif pour justifier son retour en Bourse. Le groupe envisage de réaliser des acquisitions, mais uniquement «de façon opportuniste». Les fonds levés serviront avant tout à financer son fonds de roulement, ses charges d'exploitation et ses investissements. La société veut se donner les moyens de se renforcer sur les marchés émergents, jusqu'en Chine (où elle ne réalise que 3 % de ses 16 % de ventes en Asie) et en Inde.

L'Amérique est son premier marché (55 %), devant l'Europe (29 %).

Plus que sur le rapport qualité-prix, Levi Strauss mise sur ses marques premium, Signature by Levi Strauss & Co. et Denizen

Au dernier trimestre, la société affiche des ventes en hausse de 9 % à 1,59 milliard de dollars. Elle a besoin de consolider son retour en forme. Au sommet de leur gloire, en 1997, ses jeans, chers à Marilyn Monroe et Keith Richards, atteignaient 7 milliards de dollars de chiffre d'affaires, avant de chuter, cinq ans plus tard, à 4 milliards. Les ventes sont reparties de l'avant depuis, avec l'arrivée, en 2011, d'un nouveau PDG,

Chip Bergh, ancien de Procter & Gamble et du conseil d'administration de VF (Lee, Wrangler).

Sous sa gestion, Levi Strauss a innové, lançant entre autres des 501 pastels ou tie and dye, pour lutter contre une double concurrence: celles des jeans à bas coûts des Zara et autres H&M d'une part, du sportswear de Nike et Adidas d'autre part.

Le groupe, qui est devenu plus rentable, estime que son potentiel de croissance reste très important. Sa cible prioritaire? Les «consommateurs soucieux de la valeur» des produits. Plus que sur le rapport qualité-prix, Levi Strauss mise sur ses marques premium, Signature by Levi Strauss & Co. et Denizen. En 2017 et 2018, le chiffre d'affaires de ce pôle de marques a augmenté de 21 % puis 28 %.

Levi Strauss commercialise ses produits dans 110 pays, en ligne et via 50.000 points de vente, dont 3.000 dédiés à ses marques. La distribution, en premier lieu aux États-Unis, continue de s'appuyer sur Walmart ou Target, mais Levi's souhaite séduire avec son haut de gamme d'autres types de détaillants, à l'international.

Vietnam's textile-garment industry hopes for breakthroughs in 2019

VNA SUNDAY, FEBRUARY 10, 2019 –



Illustrative image (Source: VNA)

HCM City (VNA) - Vietnam's textile and garment sector is hoped to make breakthroughs in 2019 based on successes and momentum last year.

According to the Vietnam Textile and Apparel Association (VITAS), 2018 was a successful year for the textile and garment industry with a total export turnover of over 36 billion USD, up over 16 percent year-on-year, making Vietnam one of the three biggest exporters of textiles and garments in the world.

VITAS Chairman Vu Duc Giang said last year, the world saw complicated

developments, rising trade disputes and scientific-technological advances. In that context, the association proposed many measures to the Government, and relevant ministries and sectors to remove policies that cause difficulties for businesses operating in this field, he said.

With the results achieved in 2018, Vietnamese textile firms have witnessed positive signals for orders in 2019.

Many businesses have already received orders for the first six months of 2019 and even the whole year. Vietnam's products are highly competitive and the country gradually completed the textile supply chain because flows of capital investment in the textile and dyeing industry, and material has been on the rise.

The upcoming enforcement of new generation free trade agreements is a positive factor supporting for production and business activities of the sector in 2019.

On that basis, VITAS has set a target of 40 billion USD in export turnover, up 10.8 percent compared to 2018. The sector is expected to enjoy a trade surplus of 20 billion USD, and create employment and increase income for 2.85 million workers.

Experts said in 2019, the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP) is hoped to create a boost for many industries of Vietnam, including the textile and garment sector. In addition, the textile and garment sector is also waiting for more orders shifted from China to Vietnam due to the US-China trade war.

According to Pham Xuan Hong, Chairman of the Board of Directors of Saigon 3 Garment Joint Stock Company, domestic enterprises will be enabled to choose orders with high price and easier requirements when a lot of orders are moved from China to Vietnam.

In order to catch up with these opportunities, local businesses need to gradually improve technologies and invest more in new technologies, he said.

However, opportunities will always go with challenges, experts said.

According to the Ministry of Industry and Trade, 2019 will continue to be a challenging year for the sector to integrate into the global textile supply chain.

Especially, the fourth Industrial Revolution will have great impacts on the textile and garment industry in the coming time, forcing it to change and strongly increase investment in equipment and personnel.

Many consumers now require origin certifications and environmentally-friendly products, so textile and garment enterprises need to ensure global standards of materials to ensure health of customers.

Bui Kim Thuy, Chief Representative of the US-ASEAN Business Council (USABC), said Vietnam is participating in 16 free trade agreements (FTAs). Ten out of 12 signed agreements have been enforced, such as the ASEAN Trade in Goods Agreement (ATIGA), the ASEAN-China FTA, the ASEAN-Korea FTA, while the two remainders, the CPTPP and the ASEAN-Hong Kong (China) FTA, have not yet come into force.

The participation in various FTAs helps Vietnamese enterprises to have more choices in exporting goods abroad. However, those are also bringing challenges to the sector, she said.

Thuy stressed that if businesses do not meet regulations on origin of goods, it will be difficult for them to take full advantage of incentives from FTAs.-VNA